

SOCIÉTÉ DES NATIONS
Journal Officiel

Supplément spécial N° 168

OCTOBRE 1937

RÉSOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa dix-huitième session ordinaire
(du 13 septembre au 6 octobre 1937)

Genève, 1937

LEAGUE OF NATIONS
Official Journal

Special Supplement No. 168

OCTOBER 1937

RESOLUTIONS

adopted by the

ASSEMBLY

its Eighteenth Ordinary Session
September 13th to October 6th, 1937)

Geneva, 1937

LEAGUE

O.I. Sp. Suppl.

168

70563

LEAGUE

O.J.sp.suppl.168
070563

LES ACTES DE LA DIX-HUITIÈME ASSEMBLÉE

sont en cours de préparation. Ils seront livrés au fur et à mesure de la publication, jusqu'à fin juillet 1938. On peut y souscrire dès maintenant auprès des dépositaires du Service des publications (voir page iv de la couverture) ou au Service des publications de la Société des Nations à Genève (Suisse).

Prix de l'abonnement à la série complète: Fr. 40.— (argent suisse), y compris tout autre supplément spécial au *Journal Officiel* pouvant être publié entre la dix-huitième et la dix-neuvième session ordinaire de l'Assemblée.

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

	Argent suisse
Abonnement annuel (1937) (y compris l'Index) . . .	Fr. 75.—
1 ^{re} Année (1920)	» 15.—
2 ^{me} » (1921)	» 15.—
3 ^{me} » (1922)	» 60.—
4 ^{me} » (1923)	» 60.—
5 ^{me} » (1924)	» 60.—
6 ^{me} » (1925)	» 60.—
7 ^{me} » (1926)	» 60.—
8 ^{me} » (1927)	» 60.—
9 ^{me} » (1928)	» 60.—
10 ^{me} » (1929) <i>et seq.</i> (y compris l'Index) . . .	» 75.—

Le prix des numéros isolés varie selon le nombre de pages.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet.

RÉSUMÉ MENSUEL DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations* donne le compte rendu de toutes les réunions de la Société des Nations et fournit, chaque mois, un tableau général de son activité. Il est publié en cinq éditions: française, anglaise, allemande, espagnole et italienne.

Abonnement annuel (édition française, allemande, espagnole ou italienne)	frais d'envoi compris	Fr. suisses	5.—
(édition anglaise)		» »	10.—

Les abonnements partent du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RÉSOLUTIONS

adoptées par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa dix-huitième session ordinaire
du 13 septembre au 6 octobre 1937

TABLE DES MATIÈRES

Résolutions adoptées par l'Assemblée au cours de sa dix-huitième session ordinaire,
du 13 septembre au 6 octobre 1937.

	Pages
I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU:	
1. Vérification des pouvoirs	5
2. Constitution d'un Comité des nominations	5
3. Nomination d'une Commission de l'ordre du jour	6
4. Nomination du Bureau	6
II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX	7
III. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION:	
1. Règlement intérieur de l'Assemblée: Maintien de la règle concernant la convocation de la Commission des finances (quatrième Commission) de l'Assemblée	9
2. Statut de la femme	9
3. Activité de l'Institut international pour l'Unification du droit privé	10
IV. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION:	
1. Travaux de l'Organisation d'hygiène	11
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit	12
3. Questions économiques et financières	12
4. Alimentation	14
5. Habitation urbaine et rurale	15
V. RÉOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE DU RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION:	
Réduction et limitation des armements	16
VI. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION:	
1. Amendements à l'article premier du Règlement financier (Composition de la Commission de contrôle)	17
2. Questions financières	17

	Pages
VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION:	
1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles	25
2. Questions sociales	25
3. Questions pénales et pénitentiaires	27
4. Union internationale de secours	27
VIII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION:	
1. Mandats	28
2. Travaux de l'Organisation internationale de coopération intellectuelle	28
3. Assistance internationale aux réfugiés	31
4. Moyens modernes de diffusion utilisés dans l'intérêt de la paix	32
5. Moyens d'information à la disposition du Secrétariat	32
IX. RÉSOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE D'UNE PROPOSITION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE:	
Commission d'étude pour l'Union européenne	33
X. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DE PROPOSITIONS DU COMITÉ CONSULTATIF D'EXTRÊME-ORIENT, INSTITUÉ PAR L'ASSEMBLÉE LE 24 FÉVRIER 1933:	
Conflit sino-japonais	34
XI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DE PROPOSITIONS DU COMITÉ SPÉCIAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU PACTE	35
XII. ÉLECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL	36

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE

au cours de sa dix-huitième session ordinaire, du 13 septembre au 6 octobre 1937.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

L'Assemblée a nommé une Commission de vérification des pouvoirs, qui a été constituée comme suit.

M. J. LIMBURG (Pays-Bas), *président*;
M. W. E. BECKETT (Royaume-Uni);
M. BASDEVANT (France);
Son Excellence M. N. POLITIS (Grèce);
Le Professeur K. H. BAILEY (Australie);
M. Paul HJELT (Finlande);
Son Excellence M. G. DE BLANCK (Cuba);
Son Excellence M. K. ŠKIRPA (Lithuanie);
Son Excellence M. A. COSTA DU RELS (Bolivie).

La Commission a soumis un rapport à l'Assemblée, qui l'a approuvé.

[*Séance du 13 septembre 1937 (matin).*]

2. CONSTITUTION D'UN COMITÉ DES NOMINATIONS.

L'Assemblée a nommé un Comité des nominations, composé comme suit:

M. C. HAMBRO (Norvège), *président*;
Son Excellence M. E. RUÍZ GUIÑAZÚ (République Argentine);
Le Très Honorable S. M. BRUCE (Australie);
M. A. SCHMIDT (Estonie);
Son Excellence M. J. PAUL-BONCOUR (France);
Son Excellence M. A. BAHRAMY (Iran);
Son Excellence M. J. BECH (Luxembourg);
Son Excellence M. T. KOMARNICKI (Pologne);
Son Excellence M. V. ANTONESCO (Roumanie);
M. B. STEIN (Union des Républiques soviétiques socialistes);
Son Excellence M. C. PARRA-PÉREZ (Venezuela).

[*Séance du 13 septembre 1937 (matin).*]

3. NOMINATION D'UNE COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

L'Assemblée a nommé une Commission de l'ordre du jour, composée de:

- Son Excellence M. SPAAK (Belgique), *président*;
- M. H. T. ANDREWS (Union Sud-Africaine);
- Son Excellence M. RUÍZ GUIÑAZÚ (République Argentine);
- M. Sabih NAJIB (Irak);
- M. J. FRANÇOIS (Pays-Bas);
- M. C. GORGÉ (Suisse);
- M. I. ANDRITCH (Yougoslavie).

[Séance du 13 septembre 1937 (après-midi).]

4. NOMINATION DU BUREAU.

Le Bureau de la dix-huitième session ordinaire de l'Assemblée a été constitué comme suit, sur la base des propositions du Comité des nominations:

- a) Le président de l'Assemblée;
- b) Le président d'honneur de l'Assemblée;
- c) Les six vice-présidents de l'Assemblée;
- d) Les présidents des six commissions générales de l'Assemblée;
- e) Le président de la Commission de l'ordre du jour;
- f) Le président de la Commission de vérification des pouvoirs.

[Séance du 13 septembre 1937 (après-midi).]

a) *Président.*

Son Altesse le Très Honorable AGA Khan (Inde) a été élu président de l'Assemblée durant la dix-huitième session ordinaire.

b) *Président d'honneur de l'Assemblée.*

M. Giuseppe MOTTA (Suisse) a été élu président d'honneur de l'Assemblée.

c) *Vice-présidents de l'Assemblée.*

Les premiers délégués du Royaume-Uni, de la France, de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, de la Pologne, de la Turquie et de l'Etat libre d'Irlande.

d) *Présidents des six Commissions générales.*

M. POLITIS (Grèce), M. OSUSKÝ (Tchécoslovaquie), M. HOLSTI (Finlande), M. GUANI (Uruguay), la comtesse APPONYI (Hongrie), M. SANTOS (Colombie).

e) *Président de la Commission de l'ordre du jour.*

M. SPAAK (Belgique) a été nommé président de la Commission de l'ordre du jour.

f) *Président de la Commission de vérification des pouvoirs.*

M. LIMBURG (Pays-Bas) a été nommé président de la Commission de vérification des pouvoirs.

II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX.

L'Assemblée a nommé six Commissions générales.

[Séances du 13 septembre (après-midi) et
du 15 septembre (matin) 1937.]

Les diverses commissions ont eu à examiner les questions suivantes et à présenter des rapports à l'Assemblée:

Première Commission (Questions juridiques et constitutionnelles).

1. Règlement intérieur de l'Assemblée: maintien de la règle concernant la convocation de la Commission des finances (quatrième Commission) de l'Assemblée.
2. Statut de la femme.
3. Activité de l'Institut international pour l'Unification du droit privé.

Deuxième Commission (Organisations techniques).

1. Travaux de l'Organisation d'hygiène.
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.
3. Questions économiques et financières.
4. Alimentation.
5. Habitation urbaine et rurale.

Troisième Commission (Réduction des armements).

Réduction et limitation des armements.

Quatrième Commission (Questions administratives et financières).

1. Amendements à l'article premier du Règlement financier (Composition de la Commission de contrôle).
2. Questions financières.

Cinquième Commission (Questions sociales).

1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
2. Questions sociales.
3. Questions pénales et pénitentiaires.
4. Union internationale de secours.

Sixième Commission (Questions politiques, mandats, etc.).

1. Mandats.
 2. Travaux de l'Organisation internationale de coopération intellectuelle.
 3. Assistance internationale aux réfugiés.
 4. Moyens modernes de diffusion utilisés dans l'intérêt de la paix.
 5. Moyens d'information à la disposition du Secrétariat.
-

III. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

I. RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE: MAINTIEN DE LA RÈGLE CONCERNANT LA CONVOCATION DE LA COMMISSION DES FINANCES (QUATRIÈME COMMISSION) DE L'ASSEMBLÉE.

L'Assemblée décide de maintenir, pour ses sessions de 1938 et 1939, la règle visant la convocation de la Commission des finances (quatrième Commission), établie par la résolution de l'Assemblée du 11 octobre 1933.

[Résolution adoptée le 30 septembre 1937 (matin).]

2. STATUT DE LA FEMME.

L'Assemblée,

1^o Compte tenu des renseignements relatifs à la question du statut juridique, notamment du statut politique et civil, de la femme, recueillis par le Secrétaire général conformément à la résolution adoptée le 27 septembre 1935 par l'Assemblée (documents A.33.1936.V, A.14 et A.14(a),(b),(c),(d) et (e).1937.V);

2^o Constatant le fait que, d'une manière générale, l'évolution du droit marque une tendance vers l'égalité entre les sexes;

3^o Considérant qu'il est désirable de préparer et de publier une étude d'ensemble donnant des renseignements détaillés sur la condition juridique de la femme dans les divers pays du monde, telle qu'elle résulte du droit national et de son application;

4^o Considérant que, par sa résolution du 27 septembre 1935, l'Assemblée a reconnu « que la question des conditions d'emploi, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, rentre à juste titre dans la sphère d'activité de l'Organisation internationale du Travail » et a exprimé l'espoir que cette Organisation, « selon sa procédure normale, entreprenne un examen des aspects qui relèvent de sa compétence, à savoir l'égalité en matière de droit du travail, et examine en premier lieu la législation qui comporte des discriminations dont quelques-unes peuvent porter préjudice au droit des femmes au travail »;

5^o Considérant que l'Organisation internationale du Travail procède actuellement à l'étude envisagée par cette résolution de l'Assemblée et que l'étude d'ensemble actuellement envisagée ne devrait pas porter sur les points qui ont été reconnus par l'Assemblée comme relevant du domaine de l'Organisation internationale du Travail;

6^o Considérant, d'autre part, que cette étude d'ensemble ne saurait non plus porter sur les questions concernant la nationalité de la femme, au sujet desquelles l'Assemblée maintient les décisions qu'elle a déjà prises;

7^o Considérant qu'il y a lieu de confier les études afférentes aux autres éléments du problème aux institutions scientifiques compétentes en leur présentant des directives qui leur permettront de coordonner leurs travaux;

8° Considérant que, pour le droit privé, la Société des Nations possède dans l'Institut international pour l'Unification du droit privé un organisme qualifié pour faire une étude de législation comparée, et que, pour les autres aspects du problème, il y aurait lieu d'avoir recours à d'autres institutions scientifiques compétentes;

9° Considérant qu'un comité restreint d'experts des deux sexes devrait être institué pour déterminer la portée exacte de l'étude d'ensemble envisagée et pour répartir le travail entre les diverses institutions scientifiques; que ce comité devrait, le cas échéant, assurer le contact avec ces institutions au cours de l'étude et, enfin, examiner et arrêter le contenu définitif des documents qui en résulteraient, afin d'arriver à un aperçu synthétique qui devra être publié par la Société des Nations en même temps que lesdits documents;

10° Considérant que ce comité devrait avoir la latitude de consulter des organisations féminines internationales et de demander leur collaboration selon les modalités qu'il jugerait opportunes:

11° Demande au Conseil de nommer un comité composé d'experts des deux sexes pour les fins susmentionnées et exprime l'espoir que ce comité trouvera les concours nécessaires à la bonne exécution de la tâche prévue par la présente résolution.

[Résolution adoptée le 30 septembre 1937 (matin).]

3. ACTIVITÉ DE L'INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVÉ.

L'Assemblée prend acte du rapport de la première Commission relatif à l'œuvre de l'Institut international pour l'Unification du droit privé (document A.64.1937.V); elle décide que l'œuvre de cet Institut sera mise chaque année à l'ordre du jour de l'Assemblée.

[Résolution adoptée le 2 octobre 1937 (après-midi).]

IV. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

I. TRAVAUX DE L'ORGANISATION D'HYGIÈNE.

1.

L'Assemblée:

Constata avec satisfaction que l'Organisation d'hygiène poursuit avec continuité son action efficace en faveur de la protection de la santé publique et du relèvement sanitaire, et tient à en souligner les répercussions sociales;

Approuve l'œuvre accomplie depuis septembre 1936.

2.

L'Assemblée:

Constata le succès que vient de remporter la *Conférence intergouvernementale des Pays d'Orient sur l'hygiène rurale* (Java, 1937);

Remercie le Gouvernement néerlandais de la part qu'il a prise à la réussite de cette Conférence;

Prie le Conseil:

a) De transmettre le rapport (document A.19.1937) aux gouvernements intéressés en les invitant à mettre en application les recommandations qu'il contient, et

b) De charger les organismes compétents d'engager l'action technique que la Conférence a désiré confier à la Société.

3.

L'Assemblée:

Constata avec satisfaction que la *Conférence d'hygiène rurale pour les Pays d'Amérique*, qui aura lieu à Mexico en décembre 1938, a obtenu l'approbation des pays du continent américain;

Remercie le Gouvernement mexicain de son invitation;

Approuve la constitution d'une Commission préparatoire de l'Organisation d'hygiène dans laquelle le Bureau international du Travail sera représenté, cette Commission étant chargée de se rendre en Amérique, à bref délai, en vue de se concerter avec le Gouvernement mexicain et avec le Directeur du Bureau sanitaire panaméricain pour arrêter, avant la fin de l'année, l'ordre du jour de la Conférence et en engager la préparation technique.

4.

L'Assemblée:

Constata qu'en vertu de la décision du Conseil du 25 janvier 1937 relative au projet de *Conférence européenne de la vie rurale*, les consultations proposées ont eu lieu auprès des diverses organisations techniques;

Suggère que la Conférence ait lieu en juillet 1939, et

Prie le Conseil d'en déterminer la portée et l'ordre du jour et d'engager tous les travaux préparatoires nécessaires.

5.

L'Assemblée:

Approuve les conclusions du rapport de la deuxième Commission (document A.48.1937.III);

Renvoie au Comité d'hygiène les suggestions d'ordre technique qu'il contient;

Attire spécialement son attention sur le vœu du représentant de l'Égypte relatif à l'extension, au Proche-Orient, de l'activité de l'Organisation d'hygiène.

[Résolutions adoptées le 30 septembre 1937 (matin).]

2. TRAVAUX DE L'ORGANISATION DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

L'Assemblée:

Prend acte de l'œuvre accomplie par l'Organisation des communications et du transit au cours de l'année 1936/37;

Apprécie vivement les résultats obtenus dans les divers domaines de l'activité de cette Organisation, dont elle approuve les travaux;

Adopte le rapport et les conclusions de la deuxième Commission (document A.58.1937.VIII).

[Résolution adoptée le 30 septembre 1937 (matin).]

3. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.

L'Assemblée,

Convaincue que les États devraient considérer le règlement des difficultés économiques actuelles comme le but essentiel de leur politique et que, dans le domaine économique comme dans le domaine politique, le monde devrait résolument opter pour la paix;

Constatant que l'atmosphère politique actuelle est défavorable, que la défiance internationale prévaut, que la guerre menace et que même des hostilités ont commencé dans certaines parties du monde;

Considérant que, dans ces conditions, la plus étroite coopération des États aspirant au maintien de la paix est essentielle dans le domaine aussi bien économique que politique;

Estimant qu'une telle coopération devrait être fondée sur l'abandon du recours à la violence et à la guerre comme instrument de politique et sur la stricte observation des obligations internationales;

Invite tous les États à se laisser guider par ces principes essentiels de coopération internationale sans lesquels seraient impossibles de réels progrès dans le domaine économique et financier.

I.

L'Assemblée,

Réaffirmant le désir général des États membres de la Société des Nations de poursuivre les objectifs définis dans la Déclaration commune des Gouvernements de la France, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni en date du 26 septembre 1936, et persuadée que la réalisation de ces objectifs est une condition essentielle de l'amélioration effective et durable du bien-être des peuples:

1^o Prend acte du rapport du Comité économique sur les travaux de sa quarante-sixième session (document C.358.M.242.1937.II.B.) et approuve ses suggestions visant à

l'atténuation des régimes actuels de contingents et de contrôle des changes en vue de leur abolition aussi rapide que possible;

2^o Approuve en général les conclusions contenues dans le rapport de la Commission pour l'étude du problème des matières premières (document A.27.1937.II.B.);

3^o Prie le Comité économique et le Comité financier de poursuivre, chacun selon sa compétence, en consultation avec les parties intéressées, l'étude des méthodes qu'il conviendrait d'adopter afin d'appliquer les suggestions et conclusions auxquelles il est fait allusion aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, et de recommander surtout, compte tenu des nécessités économiques particulières à chaque pays, des mesures pratiques destinées à augmenter les échanges internationaux et à faciliter, en particulier, la suppression des contrôles de change;

4^o Adresse un appel pressant à tous les pays intéressés, afin qu'ils prêtent tout le concours possible aux efforts de ces Comités, en vue d'arriver à des résultats pratiques;

5^o En vue de rendre l'action de la Société des Nations aussi effective que possible dans tous ces domaines:

a) Attire l'attention du Conseil sur l'importance toute particulière des travaux confiés par la présente résolution à l'Organisation économique et financière;

b) L'invite à coordonner ces travaux par des moyens appropriés et, s'il le juge nécessaire, à confier cette tâche à une personne qualifiée, étant entendu que le Conseil pourra adjoindre à l'Organisation économique et financière, des experts choisis parmi les Etats membres ou non membres de la Société des Nations.

II.

L'Assemblée,

Reconnaissant que des progrès techniques dans l'industrie, dans l'agriculture et dans les transports ont rendu possibles des progrès nouveaux du bien-être humain;

Reconnaissant également que ces progrès dépendent de la coopération économique entre les nations:

1^o Invite l'Organisation économique et financière à entreprendre, le cas échéant en collaboration avec le Bureau international du Travail, l'étude des problèmes suivants:

a) Mesures d'ordre national et international visant à relever le niveau d'existence, cette étude pouvant être limitée dans sa première phase à une enquête préliminaire, au besoin en faisant appel à des experts, de sorte que la prochaine Assemblée puisse, à nouveau, consacrer son attention à cette question;

b) Mesures destinées à prévenir ou à atténuer les dépressions économiques;

c) Systèmes de crédit agricole et d'assurances agricoles, en vue de l'élaboration de principes susceptibles de renforcer le crédit intérieur et extérieur, applicables dans les pays disposés à effectuer un remaniement de leur législation actuelle relative à ces sujets;

d) Tendances économiques et financières dont les Etats doivent tenir compte dans l'établissement des systèmes monétaires;

e) Evolution de la dette des Etats, des collectivités et entreprises publiques;

f) Méthodes à suivre en vue d'aboutir le plus tôt possible à la mise en vigueur, au moins de la part d'un certain nombre d'Etats, d'une convention pour la suppression de l'évasion fiscale sur les bases préparées par le Comité fiscal et soumises par le Conseil aux différents Etats;

2° Demande au Conseil de prendre les mesures nécessaires en vue d'établir un programme d'étude des problèmes démographiques à exécuter par l'Organisation économique et financière de la Société des Nations, en collaboration étroite avec le Bureau international du Travail;

3° Décide d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine session ordinaire le problème des migrations internationales, y compris les questions de rapatriement, pour permettre aux organes compétents de la Société des Nations, sur la base du rapport élaboré par le Bureau international du Travail, de suivre ces travaux et d'apporter, s'il le faut, leur contribution à cette œuvre;

4° Invite l'Organisation économique et financière à examiner les moyens d'organiser une exposition permanente de graphiques relatifs aux phénomènes économiques et financiers courants;

5° Prie le Conseil de la Société des Nations d'attirer l'attention de tous les gouvernements sur le projet de nomenclature douanière (document C.295.M.194.1937.II.B.) établi par les soins de l'Organisation économique et financière de la Société des Nations, en leur recommandant de s'en inspirer dans toute la mesure du possible lors de la révision de leurs tarifs douaniers.

III.

L'Assemblée:

Invite le Conseil à constituer un comité chargé d'examiner la structure et le fonctionnement de l'Organisation économique et financière de la Société des Nations notamment en vue d'élargir les bases de la coopération internationale dans les domaines économique et financier.

[Résolutions adoptées le 4 octobre 1937 (après-midi).]

4. ALIMENTATION.

L'Assemblée:

1. Exprime au Président et aux membres du Comité mixte ses remerciements les plus chaleureux pour le rapport si complet et si intéressant (document A.13.1937.II.A) qu'ils ont établi;

2. Attire l'attention de tous les gouvernements sur ce rapport, surtout sur le résumé des conclusions qui se trouve au chapitre 3 de la partie I, et particulièrement sur les rapports étroits qui existent entre l'alimentation et le revenu national;

3. Espère que tous les gouvernements voudront bien assurer à ce rapport la plus large publicité possible et, en cas de besoin, le traduire dans des langues autres que celles dans lesquelles il a été publié;

4. Espère que les gouvernements qui n'ont pas encore créé de comités nationaux étudieront la possibilité de le faire;

5. En vue de maintenir l'intérêt porté à ce problème important et d'encourager le développement des mesures destinées à améliorer les niveaux alimentaires dans toutes les classes de la population, à la fois urbaines et rurales, dans le monde entier:

a) Invite le Conseil à prendre des dispositions pour que des réunions de représentants des comités nationaux de l'alimentation puissent avoir lieu chaque année;

b) Invite les gouvernements à communiquer à la Société des Nations des rapports annuels sur les mesures qu'ils auront prises pour étudier l'état alimentaire dans leur pays et améliorer le niveau de l'alimentation;

c) Décide que le Secrétariat de la Société des Nations devra publier un bref résumé annuel, sous une forme commode, de ces exposés et des comptes rendus des réunions des représentants des comités nationaux;

d) Recommande que l'Organisation d'hygiène poursuive ses études sur l'alimentation, et en particulier celles de son Comité technique, afin de permettre de tirer des conclusions pratiques des progrès des recherches scientifiques.

[Résolution adoptée le 2 octobre 1937 (après-midi).]

5. HABITATION URBAINE ET RURALE.

L'Assemblée prend acte du rapport qui lui a été soumis par la deuxième Commission et adopte les conclusions de ce rapport (document A.46.1937.III).

[Résolution adoptée le 2 octobre 1937 (après-midi).]

V. RÉSOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE DU RAPPORT DE LA TROISIÈME
COMMISSION.

RÉDUCTION ET LIMITATION DES ARMEMENTS.

L'Assemblée,

Considérant qu'il est souhaitable qu'un premier pas vers la conclusion d'une convention générale de réduction et de limitation des armements soit franchi et qu'à cet effet les travaux effectués au sein de la Conférence du désarmement soient utilisés:

1^o Recommande, comme suite à la résolution du Bureau en date du 31 mai 1937, la conclusion d'une convention internationale concernant la publicité des dépenses de défense nationale et le fonctionnement d'un organe de contrôle et de coordination;

2^o Recommande aux Membres de la Société de procéder, chacun en ce qui le concerne et pour autant que cela n'a pas été fait, à l'examen de mesures internes tendant à une surveillance efficace tant de la fabrication que du commerce des armes, des munitions et du matériel de guerre, en s'inspirant des travaux effectués par le Comité spécial de la Conférence du désarmement;

Et demande aux gouvernements d'informer le Secrétaire général de la Société des Nations de la suite donnée à cette recommandation;

3^o Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à la connaissance des Etats non membres de la Société des Nations.

[Résolution adoptée le 30 septembre 1937 (matin).]

VI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

I. AMENDEMENTS A L'ARTICLE PREMIER DU RÈGLEMENT FINANCIER (COMPOSITION DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE).

L'Assemblée:

Adopte les conclusions du document A.7.1937.X, en date du 9 avril 1937¹, relatif aux amendements à l'article premier du Règlement financier, visant la composition de la Commission de contrôle et le renouvellement de ses membres;

Adresse à M. Štefan Osuský et à lord Meston of Agra ses vifs remerciements pour les services inappréciables qu'en leur qualité de membres de la Commission de contrôle ils ont rendus à la Société des Nations au cours des quinze dernières années.

[Résolution adoptée le 30 septembre 1937 (matin).]

2. QUESTIONS FINANCIÈRES.

I.

L'Assemblée approuve le rapport de la quatrième Commission (document A.76.1937.X) et adopte les résolutions et décisions qui y sont proposées.

II.

L'Assemblée:

1^o En vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, adopte définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le dix-huitième exercice financier clos le 31 décembre 1936 (document A.3.1937.X);

2^o En vertu du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations:

Adopte, pour le vingtième exercice qui sera clos le 31 décembre 1938, le budget de dépenses de la Société des Nations s'élevant à 32.273.251 francs suisses et le budget de recettes s'élevant à 22.682.148,34 francs-or;

Et décide que le budget précité sera publié dans le *Journal Officiel*;

3^o Sous réserve des propositions et amendements figurant au rapport de la quatrième Commission, adopte les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen (documents A.5, A.5(a), A.5(b).1937.X)²:

¹ Voir aussi document A. 52. 1937. X.

² Ces conclusions ont trait aux comptes de l'exercice 1936, au budget et au budget supplémentaire de 1938, à l'affectation de l'excédent de l'exercice 1936, au devis complémentaire pour l'achèvement des nouveaux immeubles, à la Caisse des pensions du personnel, aux paiements au budget de la Société effectués par les Etats non membres, à l'application aux membres actuels du personnel (membres de section, etc.) des nouvelles conditions d'emploi approuvées par l'Assemblée le 10 octobre 1936, à la hiérarchie du Secrétariat, à la contribution de l'Égypte pour 1937 et aux crédits supplémentaires.

4^o Prend acte du rapport du Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel pour l'année 1937 (document A.12.1937.X);

Décide que la Caisse continuera à être évaluée chaque année par l'actuaire-conseil; Prend acte du rapport sur la quatrième évaluation de la Caisse soumis par l'actuaire-conseil de la Caisse (document A.10.1937.X);

Adopte les comptes de la Caisse, tels qu'ils ont été présentés par le Commissaire aux comptes;

Décide, vu le paragraphe a) de l'article 7 du Règlement de la Caisse des pensions du personnel, de fixer la contribution de la Société des Nations à la Caisse des pensions pour 1938, à 9% du montant des traitements, soumis à retenue, des membres de la Caisse;

Et décide d'apporter au Règlement de la Caisse des pensions les amendements qui lui ont été soumis respectivement par le Conseil d'administration et par la Commission de contrôle dans la forme amendée où ils figurent dans l'annexe à la présente résolution¹ ;

5^o Adopte le rapport du Comité spécial des contributions (document A.16.1937.X);

Considérant que, si la situation s'est sensiblement améliorée, il n'en est pas moins nécessaire de continuer à faire preuve de vigilance en ce qui concerne le recouvrement des contributions tant courantes qu'arriérées:

Renouvelle pour une nouvelle année le mandat des membres actuels du Comité spécial: le comte CARTON DE WIART (Belgique); sir Frederick PHILLIPS (Royaume-Uni); M. C. J. HAMBRO (Norvège); M. Štefan OSUSKÝ (Tchécoslovaquie); M. A. GUANI (Uruguay), étant entendu que le Comité ne sera pas habilité à conclure de nouvelles transactions avec les Etats débiteurs, exception faite des arrangements actuellement en suspens;

6^o Nomme comme membres de la Commission de contrôle pour la période se terminant le 31 décembre 1940: sir Cecil H. KISCH (Royaume-Uni) et M. Harri HOLMA (Finlande);

7^o Nomme M. Nicolas MOMTCHILOFF (Bulgarie) comme membre suppléant du Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel pour la période se terminant le 31 décembre 1939.

III.

L'Assemblée décide que les nouvelles conditions d'emploi des membres de section, interprètes, réviseurs et traducteurs-rédacteurs, approuvées par l'Assemblée dans sa résolution du 10 octobre 1936, s'appliquent, en conformité du Statut du personnel, aux fonctionnaires déjà en service.

IV.

L'Assemblée décide que, dans la mesure où les Etats qui contribuent directement aux dépenses du Bureau d'Orient de l'Organisation internationale d'hygiène augmenteront leur contribution par rapport à l'évaluation totale de 31.915 dollars de Singapour figurant au projet de budget pour 1938, en date du 20 mai 1937, le budget de dépenses pourra lui-même être majoré jusqu'à concurrence des chiffres suivants:

¹ Voir page 21 (Article 3).

	Dollars de Singapour
Article I. — Traitements des fonctionnaires, Directeur adjoint, <i>inscrire un crédit de</i>	3.000
Article IV. — Cours international de malariologie pour l'Orient, <i>inscrire un crédit de</i>	5.000
Article VII. — Frais de déplacement des membres du Comité consultatif, <i>inscrire un crédit de</i>	5.500
	<hr/>
Majoration maximum acceptée	13.500

V.

Considérant que le barème actuel de répartition des dépenses cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1939;

Considérant que, dans ces conditions, il conviendra que la prochaine Assemblée reconstitue un organe qui procédera à un nouvel examen de la question en 1939;

Considérant qu'il y aurait avantage à entreprendre dès maintenant les consultations préliminaires;

L'Assemblée,

Ayant été informée que les éléments qui sont jusqu'ici entrés en ligne de compte comportaient principalement la population, la production, le commerce et les banques, les transports, les budgets des États:

Invite le Secrétaire général à prier les gouvernements de lui communiquer toutes suggestions susceptibles d'éclairer l'Assemblée de 1938 et l'organe que celle-ci pourra instituer pour établir le futur barème.

VI.

L'Assemblée, après avoir pris connaissance des considérations particulières émises par le Comité spécial des contributions, décide que le Gouvernement de l'Uruguay sera considéré comme s'étant acquitté intégralement de sa contribution pour l'année 1936 par le versement de 115.108,30 francs-or déjà effectué par lui.

[Résolutions adoptées le 5 octobre 1937 (après-midi).]

* * *

Annexe.

L'adoption par l'Assemblée des résolutions soumises par la quatrième Commission a pour effet de mettre en vigueur les amendements ci-après:

i. *Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations.*

Article premier.

Alinéa 2: Cet alinéa est amendé comme suit:

« A dater du 1^{er} janvier 1939, la Commission sera composée de sept membres dont l'un au moins devra être un expert financier. La Commission, dont les membres sont nommés par l'Assemblée,

devra comprendre des ressortissants de pays membres de la Société qui ne sont pas représentés au Conseil. »

Alinéa 3 : Cet alinéa est amendé comme suit :

« a) La durée des fonctions des membres de la Commission sera de trois années correspondant à trois exercices budgétaires.

« b) Tout membre ayant siégé à la Commission pendant deux périodes complètes et consécutives ne sera pas rééligible durant les trois années suivantes.

« c) Les membres de la Commission se retireront par roulement et non simultanément. Le système de roulement sera celui qu'indique le rapport concernant la composition de la Commission de contrôle, approuvé par l'Assemblée le 30 septembre 1937 (document A.7.1937.X), dont les recommandations seront appliquées, même lorsqu'elles constituent une dérogation aux dispositions du présent article.

« d) Il sera pourvu aux vacances se produisant pour cause de décès ou de démission d'un membre, avant l'expiration de son mandat par la nomination d'un membre qui restera en fonction jusqu'à l'expiration du mandat qui avait été assigné au membre décédé ou démissionnaire. »

Article 22.

Le texte primitif est remplacé par les dispositions ci-après :

« 1. Les Etats non membres de la Société, admis comme membres d'une organisation autonome de la Société, contribueront aux dépenses de l'organisation autonome intéressée dans la même proportion que s'ils avaient été membres de la Société.

« Les contributions des Etats non membres de la Société, qui seront calculées sur l'ensemble des charges des organisations autonomes dans lesquelles ils auront été admis comme membres, seront exclusivement consacrées aux dépenses desdites organisations autonomes.

« 2. Les sommes recouvrables aux termes du paragraphe ci-dessus figureront séparément au budget; elles seront inscrites en recettes dans le budget de l'exercice pour lequel elles auront été fixées, en déduction des sommes devant être fournies par les Membres de la Société des Nations. Leur recouvrement sera effectué par les soins des organisations autonomes elles-mêmes, qui s'inspireront, à cet effet, des règles énoncées à l'article 21; les fonctionnaires compétents fourniront au Secrétaire général les renseignements nécessaires sur les résultats de ce recouvrement.

« 3. Les Etats non membres de la Société qui a) ont été admis membres d'une organisation non autonome quelconque, ou qui b) participent à une activité de la Société dans le sens qu'ils sont représentés à des Conférences convoquées par la Société ou à ses frais ou, d'autre part, qu'ils sont officiellement représentés à des Commissions instituées par la Société ou maintenues à ses frais, contribueront aux dépenses de cette organisation ou de cette activité dans la même proportion que s'ils étaient membres de la Société.

« 4. Les sommes recouvrables aux termes du paragraphe 3 seront calculées sur l'ensemble des charges qu'entraînent pour la Société, au cours d'une année donnée, l'organisation non autonome ou l'activité en question, quelle qu'en soit l'imputation budgétaire.

« Le Secrétaire général calculera, sur la base des comptes clos, les contributions dont sont redevables les Etats non membres en vertu des dispositions du présent paragraphe; il prendra les mesures spécifiées à l'article 21 qui s'appliqueront, *mutatis mutandis*, au recouvrement des contributions des Etats non membres. Les sommes versées feront l'objet d'une inscription au premier budget qui sera établi par la suite, en déduction de la somme totale mise, pour l'année en question, à la charge des Membres de la Société. »

2. *Règlement de la Caisse des pensions du personnel.*

Article 3.

1° Les premiers mots de l'article 3 du Règlement de la Caisse des pensions du personnel sont amendés comme suit:

« Sous réserve des dispositions de l'article 3 bis, l'application du présent règlement, etc. »

2° Le cinquième alinéa de l'article 3 est supprimé.

3° Le nouvel article 3 bis suivant est ajouté au Règlement:

« 1. Sous réserve de l'indépendance absolue des fonds de la Caisse vis-à-vis des autres fonds de la Société, consacrée à l'article 2, le placement de ces fonds sera décidé par le Secrétaire général et par la Commission de contrôle, après consultation d'un Comité des placements de trois membres nommés par le Conseil sur la proposition du Comité financier.

« 2. Le Trésorier est chargé d'exécuter les décisions prises.

« 3. Le Conseil d'administration sera périodiquement informé des décisions de la Commission de contrôle et du Secrétaire général et autorisé à leur présenter toute observation ou suggestion qu'il jugera opportune au sujet de la politique de placement et de la gestion générale des fonds de la Caisse. »

Nouvelle section C (bis) (Article 12 bis).

La section nouvelle ci-après renfermant un seul article est insérée dans le Règlement:

« C (bis). EXCEPTION AUX RÈGLES NORMALEMENT APPLICABLES AU CALCUL DES PENSIONS D'ANCIENNETÉ, DES PENSIONS D'INVALIDITÉ ET DES PENSIONS EN CAS DE DÉCÈS.

« Article 12 (bis).

« i. Lorsqu'un fonctionnaire, par suite d'un transfert à un autre poste ou à une autre catégorie pour des motifs d'ordre non disciplinaire, se trouve, au moment où la seconde partie de ses services prend fin, avoir reçu, au cours de ses trois dernières années de service, un traitement (soumis à retenue) annuel inférieur à celui des trois dernières années de sa première période de service, les règles relatives au calcul des pensions d'ancienneté et des pensions d'invalidité, figurant aux articles 9 et 10, seront, à la demande de l'autorité compétente pour nommer ce fonctionnaire, appliquées sous réserve des modifications prévues au présent article. Si l'une ou l'autre des périodes envisagées est inférieure à trois ans, le traitement pris en considération sera le traitement moyen afférent à l'ensemble de cette période. Les modifications aux règles habituelles introduites par le présent article sont les suivantes:

« i) Le traitement servant au calcul de la pension de retraite ne sera pas le traitement (soumis à retenue) annuel moyen du fonctionnaire au cours de ses trois dernières années de service; il sera déterminé au moyen de la formule ci-dessous, où B représente le traitement servant au calcul de la pension, où S et s représentent respectivement le traitement (soumis à retenue) annuel moyen pour les trois dernières années de la première période de service et pour les trois dernières années de la seconde période de service (ou, au cas où l'une ou l'autre de ces périodes serait inférieure à trois ans, le traitement moyen pour la période considérée) et où D et d représentent respectivement la durée de la première et de la seconde période de service:

$$B = \frac{(S \times D) + (s \times d)}{(D + d)}$$

« ii) Il sera fait usage de la même formule pour le calcul d'une pension d'invalidité (article 10) ou d'une pension en cas de décès (article 11, 1, et article 12, 1) sous réserve que, dans ce cas, S et s repré-

senteront respectivement le traitement (soumis à retenue) de la dernière année de la première et de la seconde période de service, ou, si l'une ou l'autre période est inférieure à une année, la moyenne pour l'ensemble de cette période.

« 2. Si le traitement du fonctionnaire pour les deux périodes est payable en monnaies différentes:

« i) En vue de déterminer si le présent article est applicable à un cas donné, on convertira le traitement (soumis à retenue) annuel moyen du fonctionnaire pendant les trois dernières années de sa première période de service dans la monnaie du traitement de la seconde période au taux moyen du change coté à Genève le dernier jour de la première période de service pour lequel un traitement aura été payé.

ii) Toutes prestations auxquelles, soit le fonctionnaire soit sa veuve, soit ses enfants auront droit seront calculées et payables dans la monnaie du traitement (soumis à retenue) de la deuxième période de service. A cet effet, le traitement de la première période sera converti dans cette dernière monnaie au taux du change fixé ci-dessus. »

Article 19.

Le texte ci-après remplace le texte actuel de l'article 19 du Règlement:

« 1. Lorsqu'un ancien fonctionnaire, qui se trouve au bénéfice d'une pension de retraite en application de l'article 9, paragraphes 1 à 4, ou qui a reçu le capital constitutif d'une telle pension, ou qui a reçu une somme en capital en application de l'article 9, paragraphe 5, entre de nouveau au service de la Société des Nations en qualité de fonctionnaire du Secrétariat, du Bureau international du Travail ou du Greffe de la Cour permanente de Justice internationale, avec un traitement prévu au budget de la Société, les dispositions suivantes sont applicables:

« i) Au cas où la nouvelle nomination entraînerait normalement l'assujettissement du fonctionnaire au présent Règlement, ce fonctionnaire ne sera cependant assujetti audit Règlement, en ce qui concerne cette nouvelle nomination, que s'il s'engage à rembourser à la Caisse des pensions les prestations qu'il en a déjà reçues, augmentées des intérêts composés à 4 $\frac{1}{4}$ % l'an, calculées dès la date où elles sont devenues exigibles jusqu'à la date où le fonctionnaire a été de nouveau assujetti au présent Règlement. Dans ce cas, il sera mis définitivement fin à toute pension de retraite afférente à la première période de service du fonctionnaire et ses deux périodes de service seront (sans égard pour la période d'interruption) considérées, aux fins du présent Règlement, comme constituant une seule période. En vue de devenir assujetti au présent Règlement, l'ancien fonctionnaire devra, dans un délai de 30 jours dès la date de son entrée en fonction dans son nouveau poste, informer l'autorité qui l'a nommé et, par l'intermédiaire de cette autorité, le Conseil d'administration de la Caisse, de sa décision d'opérer les paiements nécessaires. Le Conseil d'administration fixera, en vertu des compétences qui lui sont conférées par l'article 4 b), la quotité et la date des paiements à faire par les fonctionnaires en application du présent paragraphe.

« ii) Lorsque l'ancien fonctionnaire ne se trouve pas assujetti au présent Règlement du fait de sa nouvelle nomination:

« a) S'il est au bénéfice d'une pension de retraite, cette pension sera suspendue pendant la durée du nouvel engagement, à moins que le traitement annuel afférent à cet engagement ne soit inférieur au traitement (soumis à retenue) annuel moyen du fonctionnaire pour les trois dernières années de son engagement précédent; dans ce dernier cas, la différence entre les deux traitements continuera à lui être versée.

« b) S'il a reçu le capital constitutif d'une pension de retraite, le fonctionnaire devra, pendant la durée du nouvel engagement, payer chaque année à la Caisse des pensions, par voie de versements mensuels, la somme (qui ne devra jamais dépasser ladite pension de retraite) dont le traitement afférent à la nouvelle nomination, ajouté à ladite pension de retraite, dépassera éventuellement

son traitement (soumis à retenue) annuel moyen pour ses trois dernières années de service lors de son engagement précédent.

« c) S'il a reçu une somme en capital, en application de l'article 9, paragraphe 5, le fonctionnaire devra, pendant la durée de son nouvel engagement, payer chaque année à la Caisse, par voie de versements mensuels, la somme (qui ne devra jamais dépasser la pension annuelle viagère considérée comme correspondant au capital reçu) dont le traitement afférent à la nouvelle nomination, ajouté à ladite pension annuelle, dépassera éventuellement son traitement (soumis à retenue) annuel moyen pour ses trois dernières années de service lors de son engagement précédent. Le montant de la pension annuelle viagère visée ci-dessus sera déterminé au moyen de la formule suivante:

$$\text{Pension annuelle} = \frac{\text{Somme versée au fonctionnaire conformément à l'article 9, paragraphe 5}}{\text{Taux de commutation fixé par la Règle administrative XXIV}}$$

où l'âge servant à fixer le taux de commutation est l'âge du fonctionnaire à la fin de la première période de service.

« 2. i) Lorsqu'un ancien fonctionnaire, qui est au bénéfice d'une pension d'invalidité, entre de nouveau au service de la Société des Nations en qualité de fonctionnaire du Secrétariat, du Bureau international du Travail ou du Greffe de la Cour permanente de Justice internationale avec un traitement prévu au budget de la Société, sa pension d'invalidité est sujette à révision de la manière prévue à l'article 10, dernier paragraphe, même si plus de trois ans se sont écoulés depuis qu'elle a été attribuée. Il pourra être définitivement mis fin à la pension par le Conseil d'administration. S'il n'y est pas mis fin par le Conseil d'administration, la pension sera suspendue, à moins que le traitement afférent au nouvel engagement ne soit inférieur à ladite pension, auquel cas la différence continuera à être payée. Aucun versement ne sera fait au titre de la pension en attendant la décision du Conseil d'administration.

« ii) A la fin du second engagement, le fonctionnaire, s'il a été mis fin à sa pension d'invalidité et s'il n'a pas été assujéti au présent Règlement du fait de son nouvel engagement, aura droit soit à une pension de retraite (dont il pourra prendre le capital constitutif) soit à une somme en capital, ladite pension ou ladite somme en capital devant égaler la pension de retraite, ou à la somme en capital qu'il aurait éventuellement reçue si l'article 9 lui avait été applicable à la fin de son premier engagement.

« 3. i) Si une veuve, au moment où elle devient titulaire d'une pension en application de l'article 11 (pension de veuve), est elle-même fonctionnaire du Secrétariat, du Bureau international du Travail ou du Greffe de la Cour permanente de Justice internationale, avec un traitement prévu au budget de la Société des Nations, elle recevra, pendant la durée de son engagement, 25% de sa pension seulement, à moins que son traitement annuel ne soit inférieur à sa pension, auquel cas la différence continuera à lui être versée en sus desdits 25%. A l'expiration de ses services, elle recevra le montant intégral de ladite pension ou, si elle a droit à des prestations en application des articles 9 ou 10, elle recevra désormais, à son choix, soit le montant intégral de sa pension définitive de veuve seulement, soit 50% dudit montant plus lesdites prestations.

« ii) Si une veuve, titulaire d'une pension en vertu de l'article 11 (pension de veuve), entre ultérieurement au service de la Société des Nations comme fonctionnaire du Secrétariat, du Bureau international du Travail ou du Greffe de la Cour permanente de Justice internationale, avec un traitement prévu au budget de la Société des Nations, les dispositions de l'alinéa i) lui seront applicables.

« iii) Si une veuve est elle-même un ancien fonctionnaire et se trouve au bénéfice d'une pension de retraite ou d'une pension d'invalidité, ou a reçu le capital constitutif de sa pension de retraite, ou une somme en capital en application de l'article 9, paragraphe 5, elle ne recevra, de la pension prévue à l'article 11 (pension de veuve), que 50% augmentés du montant dont ladite pension intégrale dépasse éventuellement sa pension de retraite ou sa pension d'invalidité ou, si elle a reçu le capital constitutif de sa pension de retraite ou une somme en capital, dépasse éventuellement la pension considérée comme correspondant à cette somme en capital, pension à établir ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1, alinéa ii, c), du présent article.

« iv) Si le Conseil d'administration décide d'accorder une pension au veuf d'un fonctionnaire féminin, il soumettra cette pension aux conditions prévues ci-dessus à l'égard des pensions de veuves.

« v) Les pensions en faveur des enfants de fonctionnaires prévues à l'article 12 seront toujours dues, que les dispositions du présent article soient applicables ou non au cas particulier.

« 4. Aux fins du présent article, le traitement d'un fonctionnaire sera calculé de la manière prévue à l'article 6 a).

« 5. Les sommes dues par des fonctionnaires en vertu du présent article seront payables par déduction sur le traitement des intéressés, à moins que le Conseil d'administration n'accepte un autre mode de paiement.

« 6. Les alinéas i) et ii) du paragraphe 3 du présent article ne sont pas applicables aux veuves dont la date de mariage avec le fonctionnaire et la date d'assujettissement au présent Règlement (ou, si elles n'ont pas été assujetties audit Règlement, la date d'entrée en fonction) sont toutes deux antérieures au 5 octobre 1937.

« 7. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque la période pour laquelle l'ancien fonctionnaire est réengagé ne dépasse pas trois mois au cours de toute période de douze mois.

« 8. Le présent article ne sera pas interprété comme autorisant le paiement, par la Caisse des pensions, à un ancien fonctionnaire ou à une veuve, de prestations annuelles dépassant celles auxquelles le bénéficiaire aurait droit en vertu des autres dispositions du présent Règlement.

Article 1.

Le paragraphe 2 de l'article 1 du Règlement est amendé comme suit:

« 2. Les conditions d'application du présent Règlement aux fonctionnaires nommés antérieurement à la date fixée au paragraphe premier sont indiquées dans l'article 27. Les conditions d'application dudit Règlement aux personnes qui, après avoir été soumises à ses dispositions et avoir quitté le service de la Société des Nations, rentrent au service de cette dernière, sont assujetties aux dispositions de l'article 19. »

VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

I. TRAFIC DE L'OPIUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES.

I.

L'Assemblée,

Considérant la situation grave qui existe en Extrême-Orient, telle que l'ont révélée les discussions tenues lors de la vingt-deuxième session de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, ainsi que les nouveaux renseignements communiqués à la cinquième Commission;

Considérant, en outre, qu'une telle situation constitue un danger non seulement pour la Chine, mais aussi pour le monde entier:

Fait pleinement sienne la résolution sur ce sujet, adoptée par la Commission consultative de l'opium lors de sa dernière session et approuvée par le Conseil ¹;

Renouvelle ses appels pressants, adressés antérieurement au Gouvernement japonais, pour qu'il prenne des mesures efficaces, sans retard, en vue de mettre fin à la fabrication clandestine et au trafic illicite auxquels se livrent des ressortissants japonais en Chine, et prie le Gouvernement japonais de faire connaître à la Commission consultative de l'opium toutes les mesures qu'il aura prises à cet effet,

Et espère que le Gouvernement chinois ne relâchera pas ses efforts, malgré les difficultés reconnues de la situation, et qu'il sera en mesure de signaler à la Commission consultative une amélioration progressive de la situation dans les régions de la Chine qui ne sont soumises à aucune influence étrangère, japonaise ou autre.

II.

L'Assemblée prend acte du rapport qui lui a été soumis par la cinquième Commission (document A.66.1937.XI) et adopte les conclusions de ce rapport, ainsi que les résolutions qui y sont contenues.

[Résolutions adoptées le 2 octobre 1937 (après-midi).]

2. QUESTIONS SOCIALES.

I.

L'Assemblée,

Considérant l'importance croissante que prend le service social et la nécessité d'une formation professionnelle des personnes se destinant à ce genre d'activité;

Considérant que la complexité de ces problèmes exige un enseignement théorique et pratique:

Prend note avec satisfaction de la décision de la Commission consultative des questions sociales d'inscrire parmi ses premiers travaux une étude sur la formation des

¹ Document C.285.M.186:1937.XI (Sér. P. S.d.N. 1937.XI.4), page 9.

personnes employées dans les services sociaux, question que l'ancien Comité de la protection de l'enfance a, depuis plusieurs années, étudiée à différents points de vue;

Recommande à la Commission consultative des questions sociales de poursuivre cette étude avec tout le soin que justifie son importance.

II.

L'Assemblée,

Rappelant la résolution de la dix-septième Assemblée relative à une meilleure collaboration entre la Commission consultative des questions sociales et d'autres organismes s'occupant de différents aspects des questions sociales;

Considérant qu'on ne peut établir une ligne de démarcation rigoureuse entre le domaine économique, celui de l'hygiène et celui de la prévoyance sociale;

Considérant, d'autre part, que le système de liaison actuel entre la Commission consultative des questions sociales et d'autres organismes est incomplet parce qu'unilatéral;

Considérant que bien des questions dont s'occupent divers organes de la Société des Nations et, en particulier, les problèmes de l'alimentation, de l'habitation, de l'hygiène et de la reconstruction rurale, etc., présentent des aspects sociaux importants;

Recommande que la Commission consultative des questions sociales étudie les possibilités d'une collaboration technique réciproque avec d'autres organismes;

Recommande que, dorénavant, lorsque de semblables questions seront traitées, soit au moyen d'enquêtes ou de conférences, soit par d'autres méthodes, une collaboration active et directe soit établie entre les organes compétents de la Société des Nations qui s'intéressent aux divers aspects de ces questions.

III.

L'Assemblée,

Constatant que l'œuvre sociale accomplie par la Société des Nations ne jouit pas d'une publicité aussi large que le justifie son importance;

Constatant l'accord général au sujet de la nécessité d'une revue périodique des questions sociales, ainsi que la grande utilité qu'elle pourrait présenter pour les personnalités et les collectivités s'intéressant à ces problèmes,

Recommande:

- 1° Que soit entreprise la publication d'une revue des questions sociales;
- 2° Que cette publication soit confiée à un rédacteur qualifié et rendue aussi attrayante et vivante que possible;
- 3° Que, conformément aux suggestions de la Commission consultative des questions sociales, cette revue comprenne notamment: des renseignements sur les principales lois et mesures administratives prises dans les différents pays; une analyse des documents recueillis par le Centre d'information et la Bibliothèque; un exposé des travaux particuliers effectués au cours de chaque session de la Commission consultative et de l'Assemblée; des bibliographies sélectionnées et des comptes rendus des congrès, conférences, etc.; une analyse des renseignements reçus des associations bénévoles; des articles traitant des questions dont la Commission consultative et l'Assemblée s'occupent;
- 4° Que la revue soit publiée trimestriellement dans les deux langues officielles et que le Secrétaire général étudie la possibilité d'une publication dans d'autres langues, et notamment en espagnol.

IV.

L'Assemblée,

Conformément aux dispositions de l'article 23 c) du Pacte, qui charge la Société du contrôle général des accords relatifs à la traite des femmes et des enfants;

Prenant acte avec satisfaction qu'à la Conférence des autorités centrales des pays d'Orient, convoquée sous les auspices de la Société des Nations et réunie à Bandoeng en février 1937, l'accord a été unanime sur les mesures que doivent prendre les gouvernements des pays d'Orient dans la lutte contre la traite des femmes et des enfants;

Ayant examiné les recommandations de la Conférence¹ qui tendent à assurer une collaboration plus étroite entre les autorités intéressées et une coordination plus efficace de leur action;

Prenant acte notamment que la Conférence a recommandé, comme étant le meilleur moyen d'arriver à ces fins, la création d'un bureau de la Société des Nations en Orient chargé de recueillir et de transmettre tous renseignements relatifs à la traite des femmes et, en général, de développer la collaboration entre les pays d'Orient en cette matière;

Considérant que, bien que la création d'un bureau aux fins susmentionnées soit souhaitable, l'élaboration des détails du plan exige un examen plus approfondi:

Invite le Conseil de la Société des Nations à désigner un conseiller-expert pour se rendre en Orient dans le plus bref délai possible afin de discuter la question sur place avec les autorités compétentes des gouvernements intéressés, et

Recommande que les crédits nécessaires à cet effet soient prévus dans le budget de 1938.

V.

L'Assemblée prend acte de ce rapport (document A.65.1937.IV), dont elle adopte les résolutions et les conclusions.

[Résolutions adoptées le 4 octobre 1937 (après-midi).]

3. QUESTIONS PÉNALES ET PÉNITENTIAIRES.

L'Assemblée adopte le rapport de sa cinquième Commission sur les questions pénales et pénitentiaires (document A.62.1937.IV).

[Résolution adoptée le 2 octobre 1937 (après-midi).]

4. UNION INTERNATIONALE DE SECOURS.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport sur l'activité du Comité exécutif de l'Union internationale de secours pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1936 (document A.15.1937.XII):

Se félicite des efforts accomplis en vue de perfectionner les méthodes qui doivent permettre à l'Union de jouer pleinement le rôle pour lequel elle a été créée;

Souligne la valeur des études de caractère technique tendant à limiter les effets des calamités;

Renouvelle son vœu de voir de nouvelles adhésions renforcer l'autorité des moyens d'action de l'Union internationale de secours.

[Résolution adoptée le 2 octobre 1937 (après-midi).]

¹ Document C.238.M.164.1937.IV (Sér. P. S.d.N. 1937.IV.4) (voir *Journal Officiel*, mai-juin 1937, page 418).

VIII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION.

I. MANDATS.

L'Assemblée,

Ayant pris acte de l'œuvre accomplie par les Puissance mandataires, la Commission permanente des mandats et le Conseil en ce qui concerne l'application des principes posés par l'article 22 du Pacte et par les chartes de mandats:

a) Renouvelle l'expression de confiance à leur égard votée par les sessions précédentes de l'Assemblée et rend hommage aux résultats qu'ils ont obtenus grâce à une coopération étroite et franche dont le maintien est essentiel;

b) Exprime sa conviction que le problème de la Palestine, dont le Conseil est actuellement saisi, sera équitablement résolu en tenant compte, dans la plus large mesure possible, de tous les intérêts légitimes entrant en jeu.

[Résolution adoptée le 30 septembre 1937 (matin).]

2. TRAVAUX DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE.

1. Résolution générale.

L'Assemblée:

Constata avec une vive satisfaction le développement de l'Organisation internationale de coopération intellectuelle au cours de l'exercice 1936/37, développement dont l'ensemble des manifestations constituant le « Mois de coopération intellectuelle » est l'expression la plus éclatante;

Adresse au Gouvernement de la République française et au Commissariat général de l'Exposition de Paris ses remerciements les plus chaleureux pour l'accueil qu'ils ont réservé à ces réunions et le généreux appui matériel qu'ils leur ont donné;

Approuve les rapports que lui ont adressés la Commission internationale de coopération intellectuelle sur sa dix-neuvième session (document C.327.M.220.1937.XII) et le Conseil d'administration de l'Institut international de Coopération intellectuelle sur sa quatorzième session (document C.326.M.219.1937.XII);

Souligne l'importance de la dixième session de la Conférence permanente des Hautes Etudes internationales ainsi que de la Conférence internationale de l'Enseignement supérieur;

Se félicite particulièrement du succès remporté par la deuxième Conférence générale des Commissions nationales de coopération intellectuelle et se réjouit du rôle de plus en plus important dévolu aux Commissions nationales dans le fonctionnement de l'Organisation; elle souhaite que les gouvernements des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres accueillent avec bienveillance les vœux et résolutions de la Conférence qui leur seront transmis par le Secrétaire général.

2. Déclaration sur l'enseignement de l'Histoire.

L'Assemblée,

Rappelant sa résolution du 10 octobre 1936 relative à la signature de la « Déclaration sur l'enseignement de l'Histoire »;

Informée de l'adhésion donnée par de nombreux Etats au principe de la Déclaration:
Approuve l'addition à cet Acte des clauses finales rédigées par la Commission pour permettre sa signature par les Etats et son enregistrement par le Secrétariat de la Société des Nations, et prie le Secrétaire général de vouloir bien procéder aux transmissions nécessaires pour recueillir lesdites signatures de la part des Membres de la Société des Nations ainsi que des Etats non membres.

3. *Beaux-Arts.*

A. *Protection des patrimoines artistiques et historiques nationaux.*

L'Assemblée:

Approuve la convocation, dans le courant de l'année 1938, de la Conférence diplomatique chargée de conclure la Convention internationale pour la protection des patrimoines artistiques et historiques nationaux.

B. *Statut international des fouilles.*

L'Assemblée,

Considérant l'importance de la bonne entente internationale pour l'accroissement du patrimoine culturel de l'humanité;

Rappelant les recommandations qu'elle avait adressées aux Etats le 10 octobre 1932;

Convaincue que, si le régime des fouilles présente un intérêt primordial pour l'Etat sur le sol duquel les fouilles sont entreprises et, à ce titre, relève avant tout de sa législation interne, il importe essentiellement de concilier ce principe avec les exigences d'une collaboration internationale largement comprise et librement acceptée;

Estimant que les règles élaborées à cet effet par la Conférence internationale des fouilles, réunie au Caire par l'Office international des musées et avec le généreux appui du Gouvernement égyptien, répondent parfaitement à ce but:

Prie le Secrétaire général de transmettre le texte des conclusions de la Conférence du Caire aux Gouvernements des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres, afin qu'ils soient mis à même de s'en inspirer dans leurs législations en matière d'antiquités et de fouilles.

4. *Collection ethnographique et historique sur les origines de la civilisation américaine.*

L'Assemblée,

Rappelant sa résolution du 10 octobre 1936 demandant à l'Organisation internationale de coopération intellectuelle de procéder dans le plus bref délai possible à l'examen du plan de la Collection et des conditions dans lesquelles le projet devrait être exécuté:

Estime que les conditions de réalisation, telles que la Commission internationale de coopération intellectuelle les a définies au cours de sa dernière session, offrent toutes les garanties requises;

Approuve le plan de la Commission et adresse ses plus sincères remerciements aux Gouvernements qui, par leurs contributions, permettent d'en commencer l'exécution.

5. *Sciences exactes.*

L'Assemblée prend acte avec satisfaction de l'accord conclu entre la Commission internationale de coopération intellectuelle et le Conseil international des Unions scientifiques en vue d'assurer, dans l'avenir, leur étroite collaboration dans le domaine des études scientifiques.

6. *Droits intellectuels.*

L'Assemblée,

Convaincue que la conclusion d'une entente universelle pour la protection des œuvres de l'esprit est appelée à exercer la plus heureuse influence sur les relations intellectuelles internationales,

Prend acte de la transmission officielle par l'Union panaméricaine aux gouvernements américains des deux projets de Convention universelle respectivement élaborés en ce sens par la Commission spéciale de Montevideo et par le Comité d'experts réuni en commun par l'Institut international de Coopération intellectuelle et l'Institut international de Rome pour l'Unification du droit privé;

Informée, d'autre part, de l'intention manifestée par l'Administration belge d'envoyer à tous les Gouvernements un mémoire rédigé en collaboration avec l'Institut international de Coopération intellectuelle et contenant l'ensemble de la documentation;

Souhaite que les circonstances permettent au Gouvernement belge de réunir à une époque aussi rapprochée que possible les deux Conférences respectivement prévues pour la revision de la Convention de Berne et pour l'élaboration d'un Statut universel du droit d'auteur;

Invite l'Institut international de Coopération intellectuelle et l'Institut international de Rome pour l'Unification du droit privé à prévoir une nouvelle réunion du Comité d'experts ayant pour objet l'examen des futures observations des gouvernements sur les projets de Convention et l'établissement, sur la base desdites observations, de propositions définitives en vue de la Conférence universelle;

Estime dès maintenant souhaitable que, dans ces propositions, il soit tenu compte de la nécessité de favoriser l'interpénétration des civilisations, plus particulièrement par une réglementation appropriée des droits de traduction.

7. *Projet d'Acte international concernant la coopération intellectuelle.*

L'Assemblée,

Après avoir examiné le rapport que lui ont adressé conjointement la Commission internationale de coopération intellectuelle et le Conseil d'administration de l'Institut international de Coopération intellectuelle, concernant un projet d'Acte international sur la coopération intellectuelle;

Informée de l'avis du Conseil de la Société des Nations, en date du 14 septembre 1937, reconnaissant l'intérêt de ces propositions et les recommandant à l'attention de l'Assemblée;

Constatant les nombreuses adhésions de principe qu'elles ont reçues au cours de la discussion:

Charge le Secrétaire général de la Société des Nations de vouloir bien communiquer le texte du projet d'accord, pour avis, à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres. Les réponses reçues seraient examinées par le Comité exécutif de la Commission internationale de coopération intellectuelle qui, après avoir procédé aux études et revisions nécessaires, adresserait un rapport au Conseil de la Société des Nations. Il appartiendrait à ce dernier, s'il le juge opportun, de convoquer la Conférence chargée de conclure la Convention.

[Résolutions adoptées le 30 septembre 1937 (matin).]

3. ASSISTANCE INTERNATIONALE AUX RÉFUGIÉS.

I. *Office international Nansen pour les réfugiés.*

L'Assemblée:

Prend acte du rapport du Conseil d'administration de l'Office Nansen pour l'année se terminant le 30 juin 1937 (document A.21.1937.XII);

Exprime sa satisfaction des résultats importants obtenus par l'Office aussi bien dans l'intérêt des réfugiés que dans celui des pays qui leur offrent l'hospitalité;

Exprime sa gratitude à M. Michael Hansson, président du Conseil d'administration de l'Office, pour l'inlassable énergie qu'il a mise au service de cette œuvre;

Prie, d'une part, les gouvernements des Etats qui n'ont pas encore adhéré à la Convention du 28 octobre 1933 (document C.650(1).M.311(1).1933) d'examiner la possibilité d'une adhésion et, d'autre part, les gouvernements ayant déjà ratifié cet instrument avec réserves, d'examiner la possibilité de leur annulation;

Recommande aux gouvernements d'adhérer à l'Accord du 30 juin 1928. (document C.392.M.183.1928);

Constata avec satisfaction la diminution du nombre d'arrêtés d'expulsion pris contre les réfugiés;

Prie instamment les gouvernements de n'expulser aucun réfugié avant qu'il n'ait obtenu l'autorisation d'entrée et de séjour dans un autre pays;

Signale aux gouvernements l'urgence avec laquelle il convient de régulariser la situation des réfugiés frappés d'un arrêté d'expulsion qui n'ont pu obtempérer à cet ordre à défaut de visa d'entrée dans un autre pays;

Prie les gouvernements qui n'ont pas encore adopté le timbre Nansen ou qui n'ont pas rendu obligatoire sa perception, d'adopter et de généraliser le système dudit timbre;

Recommande aux gouvernements de ne pas soumettre les réfugiés aux restrictions concernant la main-d'œuvre étrangère, et de faciliter par toutes mesures utiles leur participation à l'activité économique des pays de refuge;

Prie les gouvernements intéressés de contribuer à la réalisation des projets de l'Office relatifs au transfert et à l'établissement des réfugiés arméniens en Erivan;

Prend note du projet de l'Office visant la construction d'habitations pour les réfugiés arméniens en Grèce;

Attire en particulier l'attention des gouvernements sur la situation tragique des réfugiés russes à Chang-Haï;

Prie les gouvernements de prendre toutes mesures appropriées en vue de l'absorption des réfugiés par leur naturalisation.

II. *Réfugiés (israélites et autres) provenant d'Allemagne.*

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport du Haut Commissaire (document A.17.1937.XII) lui exprime sa gratitude pour les efforts qu'il a déployés en faveur des réfugiés provenant d'Allemagne au cours de l'année écoulée:

Le charge, d'entente avec le Secrétaire général, de convoquer, pour le début de 1938, une Conférence intergouvernementale, en vue de l'adoption d'une convention internationale en faveur des réfugiés provenant d'Allemagne;

Approuve, en ce qui concerne les garanties à fournir par les candidats à l'émigration, les principes de collaboration énoncés dans le rapport, entre, d'une part, les gouvernements et le Haut Commissaire et, d'autre part, les organisations d'assistance;

Recommande aux gouvernements des Etats où les réfugiés résident actuellement,

d'adopter toutes mesures susceptibles de faciliter leur émigration (préparation technique, réadaptation professionnelle, etc.);

Exprime le vœu que la Conférence intergouvernementale adopte une définition du réfugié qui permettrait d'étendre aux apatrides provenant d'Allemagne les dispositions de l'article premier de l'Arrangement du 4 juillet 1936 (document C.362.M.237.1936.XII).

III.

L'Assemblée,

Rappelant que, par sa résolution de 1929, elle a décidé de liquider méthodiquement l'œuvre des réfugiés;

Qu'en 1930, elle a confié aux organes réguliers de la Société des Nations la protection politique et juridique des réfugiés et à l'Office Nansen, pour une période déterminée, l'œuvre humanitaire;

Qu'en 1931, elle a recommandé l'adoption d'un plan de liquidation de l'Office Nansen prévoyant qu'elle serait effectuée à la fin de 1938;

Qu'en 1936, en conformité de la décision de 1931, elle a chargé le Président dudit Office d'établir un projet de liquidation et de présenter des recommandations ayant trait à la dévolution des tâches entreprises par l'Office (document A.II.1937.XII).

Qu'en 1936, elle a nommé un Haut Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés provenant d'Allemagne:

Confirme sa décision antérieure, par laquelle elle a chargé le Président du Conseil d'administration de l'Office Nansen d'assurer la liquidation effective et complète de l'Office;

Constate que le mandat du Haut Commissaire pour les réfugiés provenant d'Allemagne prend fin le 31 décembre 1938, conformément à la décision antérieure à l'Assemblée;

Considérant toutefois que l'ensemble des problèmes que posent ces décisions nécessite un nouvel examen dans un bref délai:

Prie le Conseil d'élaborer ou de faire élaborer, avant la prochaine Assemblée, un plan concernant l'assistance internationale aux réfugiés.

[Résolutions adoptées le 5 octobre 1937 (après-midi).]

4. MOYENS MODERNES DE DIFFUSION UTILISÉS DANS L'INTÉRÊT DE LA PAIX.

L'Assemblée:

Approuve le rapport de la sixième Commission et les propositions qu'il contient (document A.68.1937.XII);

Décide, conformément à la proposition de la quatrième Commission, l'inscription au budget de l'exercice prochain d'un crédit supplémentaire de 12.000 francs suisses.

[Résolution adoptée le 2 octobre 1937 (après-midi).]

5. MOYENS D'INFORMATION A LA DISPOSITION DU SECRÉTARIAT.

L'Assemblée prend acte du rapport qui lui a été soumis par la sixième Commission (document A.71.1937) et adopte les conclusions de ce rapport ¹.

[Résolution adoptée le 2 octobre 1937 (après-midi).]

¹ La quatrième Commission, sur la suggestion de la Commission de contrôle, tout en acceptant la majeure partie des propositions contenues dans le rapport de la sixième Commission, a apporté des modifications à certaines d'entre elles. Ces modifications figurent dans le troisième rapport de la Commission de contrôle à l'Assemblée (document A.5(b).1937.X, chapitre E, II (10), pages 6 et 7).

IX. RÉSOLUTION ADOPTÉE A LA SUITE D'UNE PROPOSITION DU BUREAU
DE L'ASSEMBLÉE.

COMMISSION D'ÉTUDE POUR L'UNION EUROPÉENNE.

L'Assemblée,

Après avoir consulté son Bureau sur la procédure à suivre concernant la question figurant à l'ordre du jour de la session sous le n° 5 (c) (Commission d'étude pour l'Union européenne):

Constate que les circonstances n'ont pas permis à cette Commission de se réunir depuis la dernière session;

Décide, dans ces conditions, de renouveler, pour l'exercice prochain, le mandat de la Commission d'étude pour l'Union européenne et d'inscrire la question à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée.

[Résolution adoptée le 30 septembre 1937 (matin).]

X. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DE PROPOSITIONS DU COMITÉ
CONSULTATIF D'EXTRÊME-ORIENT, INSTITUÉ PAR L'ASSEMBLÉE
LE 24 FÉVRIER 1933¹.

CONFLIT SINO-JAPONAIS.

I.

L'Assemblée,

Examinant d'urgence la question des bombardements aériens de villes ouvertes en Chine par l'aviation japonaise:

Exprime l'émotion profonde que lui causent ces bombardements qui ont entraîné la mort de civils innocents, y compris un grand nombre de femmes et d'enfants;

Déclare qu'il n'y a pas d'excuse pour de tels actes qui ont provoqué dans le monde entier un sentiment d'horreur et d'indignation;

Et les condamne solennellement.

[Résolution adoptée le 28 septembre 1937 (matin).]

II.

L'Assemblée:

Fait siens les rapports qui lui ont été présentés par son Comité consultatif sur la question du conflit entre la Chine et le Japon (documents A.78, A.79 et A.80.1937.VII);

Approuve les propositions contenues dans le second desdits rapports (document A.80.1937.VII) et prie son Président de prendre les dispositions nécessaires en ce qui concerne la réunion proposée des Membres de la Société qui sont parties au Traité des Neuf Puissances, signé à Washington le 6 février 1922;

Assure la Chine de son appui moral et recommande aux Membres de la Société des Nations de s'abstenir de toute action de nature à affaiblir le pouvoir de résistance de ce pays, aggravant ainsi ses difficultés dans le présent conflit, ainsi que d'examiner dans quelle mesure ils pourraient, à titre individuel, accorder leur aide à la Chine;

Décide d'ajourner sa présente session et de donner pouvoir au Président de convoquer une nouvelle réunion si le Comité consultatif le demande.

[Résolution adoptée le 6 octobre 1937 (après-midi).]

¹ Voir *Journal Officiel*, Supplément spécial n° 112, page 24.

XI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DE PROPOSITIONS
DU COMITÉ SPÉCIAL POUR LA MISE EN ŒUVRE
DES PRINCIPES DU PACTE ¹.

I.

L'Assemblée,

Vu la proposition de la délégation du Chili (document A.42.1937);

Rendant hommage à la préoccupation qui l'inspire de renforcer l'autorité de la Société des Nations;

Vu l'opinion exprimée par le Comité spécial chargé d'étudier la mise en œuvre des principes du Pacte;

Considérant qu'il serait éminemment souhaitable que la Société des Nations pût associer le plus grand nombre d'Etats à la mise en œuvre des principes sur lesquels elle repose;

Considérant que, soucieux de ne rien négliger qui serait de nature à favoriser un tel développement de la coopération internationale, le Comité spécial ne pourrait que se féliciter de connaître les observations et suggestions que les Etats non membres, ainsi que les Etats qui ont annoncé leur retrait de la Société, jugeraient utile de formuler, en vue de l'éclairer dans son étude:

Prie le Conseil d'examiner les conditions dans lesquelles ces éléments d'information devraient être recueillis au fur et à mesure des opportunités pour être mis à la disposition dudit Comité.

[Résolution adoptée le 4 octobre 1937 (après-midi).]

II.

Considérant:

Que les pactes à tendance universelle et visant la solution pacifique des différends internationaux qui lient entre eux les Etats membres et non membres de la Société des Nations, tels que le Traité de renonciation à la guerre signé à Paris le 27 août 1928 et le Traité de non-agression et conciliation signé à Rio de Janeiro le 10 octobre 1933 sur l'initiative de la République Argentine, ont pour but, comme le Pacte de la Société des Nations et au sens de son article 21, d'assurer le maintien de la paix;

Que la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix, réunie à Buenos-Ayres le 1^{er} décembre 1936 sur l'initiative du Président Roosevelt, s'est inspirée de l'idée de compléter et de renforcer les efforts de la Société des Nations lorsqu'ils tendraient à empêcher la guerre;

L'Assemblée déclare:

En cas de guerre ou menace de guerre, la Société des Nations, sans retarder par là l'exercice de son action propre en vertu du Pacte, prendra les mesures opportunes et

¹ Ces propositions ont été transmises à l'Assemblée par son Président, à la suite d'un avis du Bureau.

établira les contacts qui paraîtraient nécessaires dans le but d'associer à ses efforts en vue de la paix les Etats qui, ne faisant pas partie de la Société des Nations, sont liés entre eux par les pactes ci-dessus mentionnés, lesquels ont pour but commun le maintien de la paix.

[Résolution adoptée le 4 octobre 1937 (après-midi).]

XII. ÉLECTION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL.

L'Assemblée désigne la BELGIQUE, l'IRAN et le PÉROU comme Membres non permanents du Conseil.

[Séances du 20 septembre (après-midi) et du 28 septembre (matin) 1937.]

LEAGUE OF NATIONS

RESOLUTIONS

adopted by the

ASSEMBLY

during its Eighteenth Ordinary Session
from September 13th to October 6th, 1937.

CONTENTS.

Resolutions adopted by the Assembly during its Eighteenth Ordinary Session, from
September 13th to October 6th, 1937.

	Page
I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS:	
1. Verification of Credentials	5
2. Appointment of a Nomination Committee	5
3. Appointment of an Agenda Committee	6
4. Appointment of the General Committee	6
II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK.	7
III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE:	
1. Rules of Procedure of the Assembly: Maintenance of the Rule concerning the Convening of the Finance Committee (Fourth Committee) of the Assembly	9
2. Status of Women	9
3. Work of the International Institute for the Unification of Private Law	10
IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE:	
1. Work of the Health Organisation	11
2. Work of the Communications and Transit Organisation	12
3. Economic and Financial Questions	12
4. Nutrition	14
5. Urban and Rural Housing	15
V. RESOLUTION ADOPTED ON THE REPORT OF THE THIRD COMMITTEE:	
Reduction and Limitation of Armaments	16
VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE:	
1. Amendments to Article I of the Financial Regulations (Composition of the Supervisory Commission)	17
2. Financial Questions	17

	Page
VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE:	
1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs	25
2. Social Questions	25
3. Penal and Penitentiary Questions.	27
4. International Relief Union	27
VIII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE:	
1. Mandates	28
2. Work of the International Intellectual Co-operation Organisation .	28
3. International Assistance to Refugees	31
4. Modern Means of spreading Information utilised in the Cause of Peace.	32
5. Means of spreading Information at the Secretariat's Disposal . .	32
IX. RESOLUTION ADOPTED ON A PROPOSAL OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY:	
Commission of Enquiry for European Union	33
X. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE PROPOSALS OF THE FAR-EAST ADVISORY COMMITTEE SET UP BY THE ASSEMBLY ON FEBRUARY 24TH, 1933:	
Sino-Japanese Conflict	34
XI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE PROPOSALS OF THE SPECIAL COMMITTEE FOR THE APPLICATION OF THE PRINCIPLES OF THE COVENANT . . .	35
XII. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL . . .	36



RESOLUTIONS ADOPTED BY THE ASSEMBLY

during its Eighteenth Ordinary Session, from September 13th to October 6th, 1937.

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS.

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS.

The Assembly appointed a Committee on Credentials, which was constituted as follows:

M. J. LIMBURG (Netherlands), *Chairman*;
Mr. W. E. BECKETT (United Kingdom);
M. BASDEVANT (France);
His Excellency M. N. POLITIS (Greece);
Professor K. H. BAILEY (Australia);
M. Paul HJELT (Finland);
His Excellency M. G. DE BLANCK (Cuba);
His Excellency M. K. ŠKIRPA (Lithuania);
His Excellency M. A. COSTA DU RELS (Bolivia).

The Committee made a report to the Assembly, which approved it.

[*Meeting of September 13th, 1937 (morning).*]

2. APPOINTMENT OF A NOMINATION COMMITTEE.

The Assembly appointed a Nomination Committee, which was constituted as follows:

M. C. HAMBRO (Norway), *Chairman*;
His Excellency M. E. RUÍZ GUIÑAZÚ (Argentine Republic);
The Right Hon. S. M. BRUCE (Australia);
M. A. SCHMIDT (Estonia);
His Excellency M. J. PAUL-BONCOUR (France);
His Excellency M. A. BAHRAMY (Iran);
His Excellency M. J. BECH (Luxemburg);
His Excellency M. T. KOMARNICKI (Poland);
His Excellency M. V. ANTONESCO (Roumania);
M. B. STEIN (Union of Soviet Socialist Republics);
His Excellency M. C. PARRA-PÉREZ (Venezuela);

[*Meeting of September 13th, 1937 (morning).*]

3. APPOINTMENT OF AN AGENDA COMMITTEE.

The Assembly appointed an Agenda Committee, which was constituted as follows:

His Excellency M. SPAAK (Belgium), *Chairman*;
Mr. H. T. ANDREWS (Union of South Africa);
His Excellency M. RUÍZ GUIÑAZÚ (Argentine Republic);
M. Sabih NAJIB (Iraq);
M. J. FRANÇOIS (Netherlands);
M. C. GORGÉ (Switzerland);
M. I. ANDRITCH (Yugoslavia).

[*Meeting of September 13th, 1937 (afternoon).*]

4. APPOINTMENT OF THE GENERAL COMMITTEE.

The General Committee of the Assembly for its eighteenth ordinary session was constituted as follows, as a result of proposals made by the Nomination Committee:

- (a) The President of the Assembly;
- (b) The Honorary President of the Assembly;
- (c) The six Vice-Presidents of the Assembly;
- (d) The Chairmen of the six main Committees of the Assembly;
- (e) The Chairman of the Agenda Committee;
- (f) The Chairman of the Credentials Committee.

[*Meeting of September 13th, 1937 (afternoon).*]

(a) *President.*

His Highness the Right Honourable the AGA Khan (India) was elected President of the Assembly for its eighteenth ordinary session.

(b) *Honorary President of the Assembly.*

M. Giuseppe MOTTA (Switzerland) was appointed Honorary President of the Assembly.

(c) *Vice-Presidents of the Assembly.*

The first delegates of the United Kingdom, France, the Union of Soviet Socialist Republics, Poland, Turkey and the Irish Free State.

(d) *Chairmen of the Six Main Committees.*

M. POLITIS (Greece), M. OSUSKÝ (Czechoslovakia), M. HOLSTI (Finland), M. GUANI (Uruguay), Countess APPONYI (Hungary), M. SANTOS (Colombia).

(e) *Chairman of the Agenda Committee.*

M. SPAAK (Belgium) was appointed Chairman of the Agenda Committee.

(f) *Chairman of the Credentials Committee.*

M. LIMBURG (Netherlands) was appointed Chairman of the Credentials Committee.

II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK:

The Assembly appointed six main Committees.

[Meetings of September 13th (afternoon) and
September 15th (morning), 1937.]

The following questions were referred by the Assembly to the various Committees for consideration and report:

First Committee (Constitutional and Legal Questions).

1. Rules of Procedure of the Assembly: Maintenance of the Rule concerning the Convening of the Finance Committee (Fourth Committee) of the Assembly.
2. Status of Women.
3. Work of the International Institute for the Unification of Private Law.

Second Committee (Technical Organisations).

1. Work of the Health Organisation.
2. Work of the Communications and Transit Organisation.
3. Economic and Financial Questions.
4. Nutrition.
5. Urban and Rural Housing.

Third Committee (Reduction of Armaments).

Reduction and Limitation of Armaments.

Fourth Committee (Administrative and Financial Questions).

1. Amendments to Article 1 of the Financial Regulations (Composition of the Supervisory Commission).
2. Financial Questions.

Fifth Committee (Social Questions).

1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
2. Social Questions.
3. Penal and Penitentiary Questions.
4. International Relief Union.

Sixth Committee (Political Questions, Mandates, etc.).

1. Mandates.
 2. Work of the International Intellectual Co-operation Organisation:
 3. International Assistance to Refugees.
 4. Modern Means of spreading Information utilised in the Cause of Peace.
 5. Means of spreading Information at the Secretariat's Disposal.
-

III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE.

I. RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY: MAINTENANCE OF THE RULE CONCERNING THE CONVENING OF THE FINANCE COMMITTEE (FOURTH COMMITTEE) OF THE ASSEMBLY.

The Assembly decides to maintain, for its 1938 and 1939 sessions, the rule concerning the convening of the Finance Committee (Fourth Committee) established by the Assembly's resolution of October 11th, 1933.

[Resolution adopted on September 30th, 1937 (morning).]

2. STATUS OF WOMEN.

The Assembly,

(1) Having regard to the information concerning the question of the legal status of women, more particularly their political and civil status, which has been collected by the Secretary-General in accordance with the resolution of the Assembly adopted on September 27th, 1935 (documents A.33.1936.V, A.14 and A.14(a), (b), (c), (d) and (e)1937.V);

(2) In view of the fact that, in general, the trend is for law to develop in the direction of equality between the sexes;

(3) Considering it to be desirable that a comprehensive study should be prepared and published giving full information on the legal status enjoyed by women in the various countries of the world as the result of the provisions of national law and the application of these provisions;

(4) Considering that, by its resolution of September 27th, 1935, the Assembly recognised " that the question of conditions of employment, whether of men or women, is a matter which properly falls within the sphere of the International Labour Organisation ", and expressed the hope that that Organisation " will, in accordance with its normal procedure, undertake an examination of those aspects of the problem within its competence—namely, the question of equality under labour legislation—and that it will, in the first place, examine the question of legislation which effects discriminations, some of which may be detrimental to women's right to work ";

(5) Considering that the International Labour Organisation is engaged in the study contemplated by the Assembly's resolution and that the comprehensive study now in view should not cover matters which have been recognised by the Assembly to fall within the scope of the International Labour Organisation;

(6) Considering, furthermore, that this comprehensive study should also not extend to questions of the nationality of women, in regard to which the Assembly maintains the decisions which it has already taken;

(7) Considering it desirable that the study of the other elements of the question should be entrusted to the competent scientific institutes, which should be given instructions enabling them to co-ordinate their work;

(8) Considering that, for private law, the League of Nations possesses in the International Institute for the Unification of Private Law an organ well qualified to carry out such a study of comparative law; and that for other aspects of the question it would be desirable to have recourse to other competent scientific institutes;

(9) Considering that a small committee of experts, comprising members of both sexes, should be set up for the purpose of determining the exact scope of the contemplated comprehensive study and of distributing the work among the various scientific institutes, and that this committee should, so far as necessary, maintain contact with the institutes during the progress of the study and examine and settle the final form and content of the resulting documents, with a view to the preparation of a synthetic survey which should accompany the documents when they are published by the League;

(10) Considering that this committee should have power to consult women's international organisations and invite their co-operation in any form which it thinks advisable:

(11) Asks the Council to appoint a committee of experts of both sexes for the purposes above mentioned and expresses the hope that the committee will receive the co-operation necessary for the successful execution of the present resolution.

[Resolution adopted on September 30th, 1937 (morning).]

3. WORK OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW.

The Assembly takes note of the First Committee's report on the work of the International Institute for the Unification of Private Law (document A.64.1937.V), and decides that the work of that Institute shall be placed on the Assembly's agenda every year.

[Resolution adopted on October 2nd, 1937 (afternoon).]

IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE
SECOND COMMITTEE.

I. WORK OF THE HEALTH ORGANISATION.

1.

The Assembly:

Notes with satisfaction that the Health Organisation is steadily pursuing its activities for the safeguard of public health and sanitary reconstruction, and lays stress on the social bearings of those activities;

Approves of the work accomplished since September 1936.

2.

The Assembly:

Notes the success achieved by the recent *Inter-Governmental Conference of Far-Eastern Countries on Rural Hygiene* (Java, 1937);

Thanks the Netherlands Government for its part in the successful outcome of that Conference; and

Requests the Council:

(a) To forward the report (document A.19.1937) to the Governments concerned, with the invitation to apply the recommendations contained therein, and

(b) To request the competent organs to engage in the technical activities which the Conference proposed to entrust to the League.

3.

The Assembly:

Notes with satisfaction that the *Conference on Rural Hygiene for American Countries*, to be held at Mexico City in December 1938, has met with the approval of the countries of the American continent;

Thanks the Mexican Government for its invitation; and

Approves of the creation of a preparatory commission of the Health Organisation, on which the International Labour Office will be represented. This Commission should shortly proceed to America to draw up, before the end of the year, in agreement with the Mexican Government and the Director of the Pan-American Sanitary Bureau, the agenda of the Conference, and to engage in the requisite technical preparation.

4.

The Assembly:

Notes that, in accordance with the Council's decision of January 25th, 1937, relating to the proposed *European Conference on Rural Life*, the consultations between the various technical organisations suggested by it have been made;

Proposes that the Conference should be called for July 1939; and

Requests the Council to determine the scope and the agenda of the proposed Conference and to arrange for all the requisite preparatory work.

The Assembly:

Approves the conclusions contained in the report of the Second Committee (document A.48.1937.III);

Refers the suggestions of a technical character contained therein to the Health Committee; and

Draws the latter's particular attention to the suggestion of the representative of Egypt regarding the extension of the Health Organisation's activities to the Near East.

[Resolutions adopted on September 30th, 1937 (morning).]

2. WORK OF THE COMMUNICATIONS AND TRANSIT ORGANISATION.

The Assembly:

Notes the work done by the Communications and Transit Organisation during the year 1936/37;

Greatly appreciates the results achieved in the various spheres of activity of that Organisation, and approves its work;

Adopts the report and conclusions of the Second Committee (document A.58.1937.VIII).

[Resolution adopted on September 30th, 1937 (morning).]

3. ECONOMIC AND FINANCIAL QUESTIONS.

The Assembly,

Believing that all States ought to regard the settlement of the present economic difficulties as the essential objective of their policy and that, in the economic as in the political sphere, the whole world ought to make a decisive choice in favour of peace;

Recognising that the political atmosphere of the present time is unfavourable, that international mistrust is widespread, that war is threatening and that actual hostilities have broken out in certain parts of the world;

Being of opinion that, in these circumstances, the closest co-operation is essential both in the economic and in the political field for States which are anxious to maintain peace;

Considering that such co-operation must be based on the renunciation of recourse to violence and war as instruments of policy and on the strict observation of international obligations:

Invites all States to follow the guidance of these essential principles of international co-operation, failing which real progress in the economic and financial sphere will prove impossible.

I.

The Assembly

Reaffirming the general desire of Member States of the League of Nations to pursue the realisation of the objects defined in the Joint Declaration of the Governments of France, the United States of America and the United Kingdom, dated September 26th, 1936, and convinced that the achievement of these objects is an essential condition for any effective and lasting improvement of general well-being:

(1) Takes note of the report of the Economic Committee on the work of its forty-sixth session (document C.358.M.242.1937.II.B) and approves its suggestion that the existing

systems of quotas and exchange control should be relaxed, with a view to their abolition at the earliest possible moment;

(2) Endorses generally the conclusions contained in the report of the Committee for the Study of the Problem of Raw Materials (document A.27.1937.II.B);

(3) Requests the Economic and Financial Committees to pursue, each in its own sphere, and in consultation with the parties concerned, the study of the methods that could suitably be applied in order to carry into effect the suggestions and conclusions referred to in paragraphs (1) and (2) above; and particularly to recommend, with due regard to the special economic needs of each country, practical measures designed to increase international exchanges and, in particular, to facilitate the removal of exchange controls;

(4) Makes an earnest appeal to all countries concerned to lend every possible support to the efforts of these Committees in order to arrive at practical results;

(5) In order to render the efforts of the League, in all these various directions, as effective as possible:

(a) Draws the Council's attention to the special importance of the work entrusted by the above resolution to the Economic and Financial Organisation;

(b) Requests it to co-ordinate this work by appropriate means and, if it deems fit, to entrust this task to a qualified person, it being understood that the Council may, if necessary, associate with the Economic and Financial Organisation experts chosen from among the States Members or non-members of the League of Nations.

II.

The Assembly,

Recognising that technical progress in industry, agriculture and transport has made possible further advances in human welfare;

Recognising also that such advances depend upon economic co-operation between the nations:

(1) Invites the Economic and Financial Organisation of the League, in collaboration, when appropriate, with the International Labour Office, to take whatever steps it may deem appropriate for the examination of the following problems:

(a) Measures of a national or international character for raising the standard of living, the first stage of this enquiry being limited to a preliminary investigation, if necessary with the help of experts, in order that the next Assembly may be enabled to devote further attention to this question;

(b) Measures which might be employed with a view to the prevention or mitigation of economic depressions;

(c) The study of systems of agricultural credit and insurance, with a view to the elaboration of principles calculated to strengthen internal and external credit and suitable for adoption by countries contemplating a modification of their existing legislation on these subjects;

(d) Existing economic and financial tendencies of which account should be taken by States in determining monetary systems;

(e) The growth of the indebtedness of States, local authorities and public undertakings;

(f) Methods to be followed in order that a Convention—at least between a certain number of States—may be concluded at the earliest moment for the suppression of fiscal evasion, on the basis elaborated by the Fiscal Committee and submitted by the Council to the various States;

(2) Requests the Council to take the necessary steps to draw up a scheme of work for the study of demographic problems by the Economic and Financial Organisation of the League, in close collaboration with the International Labour Office;

(3) Decides to place upon the agenda of its next ordinary session the question of international migration, including the question of repatriation, in order to allow the competent organs of the League, on the basis of a report by the International Labour Office, to follow up the work of that Organisation in this field and to make any necessary contribution to the results achieved;

(4) Requests the Economic and Financial Organisation to consider ways and means for arranging for a permanent exhibition of graphs relating to current economic and financial conditions;

(5) Requests the Council of the League to draw the attention of all Governments to the draft Customs Nomenclature (document C.295.M.194.1937.II.B) elaborated under the care of the Economic and Financial Organisation of the League, recommending them to make the fullest possible use of it in any revision of their Customs tariffs.

III.

The Assembly:

Invites the Council to set up a committee to consider the structure and functions of the Economic and Financial Organisation of the League, more particularly with a view to extending the basis of international co-operation in the economic and financial spheres.

[Resolutions adopted on October 4th, 1937 (afternoon).]

4. NUTRITION.

The Assembly:

(1) Expresses its cordial thanks to the Chairman and members of the Mixed Committee for the comprehensive and authoritative report on nutrition (document A.13.1937.II.A) that they have drawn up;

(2) Draws the attention of all Governments to this report, especially to the summary of conclusions contained in the third chapter of Part I, and particularly to the close relationship between nutrition and national income;

(3) Trusts that steps will be taken by all Governments to afford the report the greatest possible publicity and, should such a course prove appropriate, to translate it into languages other than those in which it was published;

(4) Hopes that Governments that have not already set up National Committees will give consideration to so doing;

(5) With a view to maintaining interest in this important problem and to stimulating still further action for the improvement of nutritional standards throughout the world amongst all classes of the population, both urban and rural:

(a) Invites the Council to arrange for annual meetings of representatives of National Nutrition Committees;

(b) Requests Governments to furnish to the League of Nations annual reports on the action taken by them to study the state of national nutrition and to improve nutritional standards;

(c) Resolves that the Secretariat of the League of Nations shall publish an annual summary, in a brief and convenient form, of these statements and of the proceedings of the meetings of the representatives of the National Committees;

(d) Recommends that the studies of the Health Organisation on nutrition should be continued and that, in particular, the work of its technical Commission will be pursued, so as to allow practical conclusions to be drawn from the progress of scientific research.

[Resolution adopted on October 2nd, 1937 (afternoon).]

5. URBAN AND RURAL HOUSING.

The Assembly takes note of the report submitted by the Second Committee and adopts its conclusions (document A.46.1937.III).

[Resolution adopted on October 2nd, 1937 (afternoon).]

V. RESOLUTION ADOPTED ON THE REPORT OF THE THIRD COMMITTEE.

REDUCTION AND LIMITATION OF ARMAMENTS.

The Assembly,

Considering it desirable that a first step should be taken towards the conclusion of a general convention for the reduction and limitation of armaments, and that accordingly use should be made of the work done by the Disarmament Conference:

1. Recommends, in pursuance of the resolution of the Bureau dated May 31st, 1937, the conclusion of an international convention on the publicity of national defence expenditure and the working of an organ of supervision and co-ordination;

2. Recommends the Members of the League, each in so far as it is concerned and to the extent that this has not already been done, to examine the possibility of adopting internal measures with a view to the effective supervision of the manufacture of and trade in arms, ammunition and implements of war, on the basis of the work done by the Special Committee of the Disarmament Conference;

And asks Governments to inform the Secretary-General of the League of Nations of the action taken on this recommendation;

3. Requests the Secretary-General to communicate the present resolution to the States not members of the League of Nations.

[Resolution adopted on September 30th, 1937 (morning).]

VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE.

I. AMENDMENTS TO ARTICLE I OF THE FINANCIAL REGULATIONS (COMPOSITION OF THE SUPERVISORY COMMISSION).

The Assembly:

Adopts the conclusions of document A.7.1937.X, dated April 9th, 1937,¹ in regard to the amendments to Article I of the Financial Regulations, referring to the composition of the Supervisory Commission and the renewal of its members;

Warmly thanks M. Štefan Osuský and Lord Meston of Agra for the inestimable services they have rendered to the League of Nations in the last fifteen years as members of the Supervisory Commission.

[Resolution adopted on September 30th, 1937 (morning).]

2. FINANCIAL QUESTIONS.

I.

The Assembly approves the report of the Fourth Committee (document A.76.1937.X) and adopts the resolutions and decisions proposed therein.

II.

The Assembly,

(1) Under Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations, finally passes the audited accounts of the League of Nations for the eighteenth financial period ended December 31st, 1936 (document A.3.1937.X);

(2) In virtue of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations:

Passes for the twentieth financial period ending December 31st, 1938, the budget of expenditure of the League of Nations amounting to 32,273,251 Swiss francs, and the budget of income amounting to 22,682,148.34 gold francs;

And decides that the aforesaid budget shall be published in the *Official Journal*;

(3) Subject to the proposals and amendments included in the report of the Fourth Committee, adopts the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission submitted for its consideration (documents A.5, A.5(a) and A.5(b).1937.X);²

¹ See also document A.52.1937.X.

² These conclusions relate to the accounts for the financial year 1936, the budget and supplementary budget for 1938, the disposal of the surplus for the financial year 1936, the supplementary estimate for the completion of the new buildings, the Staff Pensions Fund, the payments to the League budget by non-member States, application to existing members of the staff (Members of Section, etc.) of the new conditions of employment approved by the Assembly on October 10th, 1936, grading of the Secretariat, Egypt's contribution for 1937, and supplementary credits.

(4) Takes note of the report of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund for the year 1937 (document A.12.1937.X);

Decides that the practice of valuing the Fund annually by the consulting actuary shall continue;

Takes note of the report on the fourth valuation of the Fund as submitted by the Fund's consulting actuary (document A.10.1937.X);

Adopts the accounts of the Fund as submitted by the Auditor;

Decides, having regard to Article 7, paragraph (a), of the Staff Pensions Regulations, that the contribution of the League to the Pensions Fund for 1938 shall be 9% of the pensionable emoluments of the members of the Fund;

And decides to make in the Staff Pensions Regulations the amendments submitted to it respectively by the Administrative Board and by the Supervisory Commission in the amended form shown in the annex to the present resolution;¹

(5) Adopts the report of the Special Committee on Contributions (document A.16.1937.X);

Considering that, whilst the position has considerably improved, it is nevertheless necessary to maintain a vigilant attitude with regard to the collection of contributions, both current and in arrears:

Renews for a further year the term of office of the present members of the Special Committee: Count CARTON DE WIART (Belgium), Sir Frederick PHILLIPS (United Kingdom), M. C. J. HAMBRO (Norway), M. Štefan OSUSKÝ (Czechoslovakia), M. A. GUANI (Uruguay), it being understood that the Committee will not be empowered to make new arrangements with States in arrears except in regard to those at present pending.

(6) Appoints as members of the Supervisory Commission, for the period ending on December 31st, 1940: Sir Cecil H. KISCH (United Kingdom) and M. Harri HOLMA (Finland).

(7) Appoints M. Nicolas MOMTCHILOFF (Bulgaria) as substitute member of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund for the period ending on December 31st, 1939.

III.

The Assembly decides that the new conditions of employment of Members of Section, Interpreters and Revisers and Translator/Précis-writers, which were adopted by the Assembly by its resolution of October 10th, 1936, are applicable, in accordance with the Staff Regulations, to officials already in the service.

IV.

The Assembly decides that, in so far as the States which make a direct contribution to the expenditure of the Eastern Bureau of the International Health Organisation increase their contributions as compared with the total estimate of 31,915 Straits dollars entered in the draft budget for 1938, dated May 20th, 1937, the expenditure budget may itself be increased up to the following amounts:

¹ See page 21 (Article 3).

	Straits dollars
Item I. — Staff salaries: Deputy Director — <i>enter a credit of</i>	3,000
Item IV. — Far-Eastern International Course on Malaria — <i>enter a credit of</i>	5,000
Item VII. — Travelling expenses of members of the Advisory Council — <i>enter a credit of</i>	5,500
Maximum increase accepted	<u>13,500</u>

V.

Considering that the present scale for the allocation of expenses will cease to be in force on December 31st, 1939;

Considering that, in these circumstances, the next Assembly should reconstitute a body to consider the question anew in 1939;

Considering that it would be desirable to begin the preliminary consultations forthwith;

The Assembly,

Having been informed that the principal data hitherto taken into account comprise the population, production, trade and banks, transport and budgets of States:

Requests the Secretary-General to ask the Governments to communicate to him any suggestions calculated to help the 1938 Assembly, and such body as that Assembly may set up, to determine the future scale.

VI.

The Assembly, having noted the special considerations put forward by the Special Committee on Contributions, decides that the Uruguayan Government shall be regarded as having entirely liquidated its contribution for 1936 by the payment already effected of 115,108.30 gold francs.

[Resolutions adopted on October 5th, 1937 (afternoon).]

* * *

Annex.

The adoption by the Assembly of the resolutions submitted by the Fourth Committee involves the entry into force of the following amendments:

I. *Regulations for the Financial Administration of the League of Nations.*

Article 1.

Paragraph 2: This paragraph is amended to read as follows:

" As from January 1st, 1939, the Commission shall be composed of seven members. One member at least shall be a financial expert. The members shall be appointed by the Assembly, which, in selecting

members, shall include among them persons belonging to countries Members of the League which are not represented on the Council."

Paragraph 3: This paragraph is amended to read as follows:

" (a) The term of office of members of the Commission shall be three years, corresponding to three financial years of the League.

" (b) A person who has served two consecutive full terms of office on the Commission shall not, during the next three years, be eligible for re-election to the Commission.

" (c) The members of the Commission shall retire in rotation and not simultaneously. The system of rotation shall be that resulting from the report regarding the composition of the Supervisory Commission approved by the Assembly on September 30th, 1937 (document A.7.1937.X), the recommendations of which shall have effect notwithstanding that they derogate from the provisions of the present article.

" (d) Any vacancy caused by the death or resignation of a member before the end of his term of office shall be filled by appointing a member to hold office until the end of the term of office of the member deceased or resigning."

Article 22.

For the original text of this article, the following is substituted:

" (1) States not members of the League which have been admitted members of any autonomous organisation of the League shall contribute towards the expenses of the autonomous organisation concerned in the proportion in which they would contribute to such expenses if they were Members of the League.

" The contributions of States not members of the League, which shall be calculated on the total outlay of the autonomous organisations to which they have been admitted members, shall be applied exclusively to the expenses of such autonomous organisations.

" (2) The amounts receivable in accordance with paragraph (1) shall be shown separately in the budget; they shall be entered as revenue in the budget for the financial year for which they have been fixed, and shall be applied to reduce the sums to be contributed by the Members of the League. They shall be collected by the autonomous organisations themselves, which shall, in so doing, be guided by the rules laid down in Article 21; the competent officials shall supply the Secretary-General with the necessary information as to the results obtained.

" (3) States not members of the League which either (a) have been admitted members of any non-autonomous organisation or (b) participate in the work of the League in the sense of being represented at conferences convened by, or at the expense of, the League or of having official representation upon committees set up by the League and maintained at its expense, shall contribute towards the cost of such organisation or work, in the same proportion as if they were Members of the League.

" (4) The amounts receivable in accordance with paragraph (3) shall be calculated on the total outlay which such non-autonomous organisation or such work involves for the League in any given year, irrespective of the budget heads to which the relevant expenditure has been charged.

" The Secretary-General shall assess the contributions due from the non-member States in accordance with the provisions of this paragraph on the basis of the completed accounts; he shall take the steps prescribed in Article 21 which shall apply *mutatis mutandis* to the collection of contributions from the non-member States. The amounts received shall be inserted in the first budget under preparation thereafter, in reduction of the total sum chargeable, for the year in question, to the Members of the League."

2. *Staff Pensions Regulations.*

Article 3.

- (1) The opening words of Article 3 of the Staff Pensions Regulations are amended to read as follows:
" Subject to the provisions of Article 3bis, the execution of the present regulations, etc."
- (2) The fifth paragraph of Article 3 is deleted.
- (3) The following new article, 3bis, is added to the Regulations:
 - " 1. Subject always to the complete independence of the Fund's assets in relation to the other assets of the League, as provided in Article 2, the investment of the Fund's assets shall be decided upon by the Secretary-General and the Supervisory Commission, after consultation with an Investments Committee of three members appointed by the Council on the proposal of the Financial Committee.
 - " 2. The execution of the decisions taken shall be entrusted to the Treasurer.
 - " 3. The Administrative Board shall be regularly informed of the decisions of the Supervisory Commission and of the Secretary-General, and shall be authorised to make any observations or suggestions to the same concerning the investment policy and the general administration of the Fund's assets."

New Section C (bis) (Article 12 (bis)).

The following new section containing a single article is inserted in the Regulations:

" C (bis). EXCEPTION TO THE NORMAL RULES FOR CALCULATING RETIRING PENSIONS, INVALIDITY PENSIONS AND PENSIONS IN CASE OF DEATH.

" *Article 12 (bis).*

" 1. Where, as the result of transfer to another post or category for reasons which are not of a disciplinary character, officials at the end of the later period of service are found to have received lower average pensionable emoluments during their last three years of service than during the last three years of their earlier period of service, the rules for calculating retiring and invalidity pensions which are laid down in Articles 9 and 10 shall, if the appointing authority so requests, be applied with the modifications set out in the present articles. Should either of the periods in question be less than three years, the average emoluments for the whole of such period shall be taken. The modifications to be made in applying the rules are:

" (i) The emoluments by reference to which a retiring annuity is calculated shall not be the average annual pensionable emoluments for the last three years of the official's service, but shall be determined by using the following formula, in which B represents the emoluments on which the pension is to be based, S and s represent respectively the average annual pensionable emoluments for the last three years of the earlier period of service and for the last three years of the later period of service (or, in case either period is shorter than three years, the average for the period in question) and D and d represent respectively the duration of the earlier and of the later period:

$$B = \frac{(S \times D) + (s \times d)}{(D + d)}$$

" (ii) The same formula shall be used to calculate an invalidity pension (Article 10) or a pension in case of death (Article 11, 1, and Article 12, 1), but, in such cases, S and s shall represent respectively

the pensionable emoluments of the last year of the earlier and of the last year of the later period of service, or, if either period is less than one year, the average for the whole of such period.

" 2. If the official's emoluments for the two periods are payable in different currencies, then:

" (i) For the purpose of determining whether a particular case falls within the present article, the official's average annual pensionable emoluments for the last three years of his earlier period of service shall be converted into the currency of the salary of the later period at the average rate of exchange quoted in Geneva on the last day of the earlier period of service in respect of which salary was paid.

" (ii) Any benefits to which the official or his widow or children become entitled shall be fixed and be payable in the currency of the pensionable emoluments of the later period of service. For the purpose of applying the above formula, the emoluments of the earlier period shall be converted into this latter currency at the above-mentioned rate of exchange."

Article 19.

The following text is substituted for the existing text of Article 19 of the Regulations:

" 1. If a former official who is in receipt of a retiring annuity under Article 9, paragraphs 1 to 4, or has received the present value of such an annuity, or has received a capital sum under Article 9, paragraph 5, again enters the service of the League as an official of the Secretariat, the International Labour Office or the Registry of the Permanent Court of International Justice, with a salary borne on the League's budget, the following provisions shall apply:

" (i) If the new appointment is such that its holder would normally be subject to the present Regulations, the former official shall nevertheless only become subject to these Regulations in respect of the new appointment if he undertakes to repay to the Fund the benefits which he has already received from it, together with compound interest at 4 ¼% per annum reckoned from the date on which the benefits became due down to the date on which he again became subject to these Regulations. In that case, any annuity payable as the result of his first period of service shall be finally terminated and his two periods of service shall (disregarding the intervening period) be treated for all the purposes of the present Regulations as though they constituted a single period. In order to become subject to the Regulations, the former official must notify to the appointing authority and to the Administrative Board (through the appointing authority), within thirty days of entering upon the duties of his new post, his decision to make the necessary repayment. The payments due from officials under the present paragraph shall be made in such instalments and within such periods as the Administrative Board may fix in exercise of its powers under Article 4, paragraph (b).

" (ii) If the former official does not become subject to the present Regulations in respect of the new appointment, then:

" (a) If he is in receipt of a retiring annuity, such annuity shall be suspended during the continuance of the new appointment, unless the annual emoluments of the new appointment are less than the average annual pensionable emoluments of his last three years of service under the old appointment, in which case the difference shall continue to be paid.

" (b) If he has received the present value of an annuity, he shall, while holding the new appointment, pay each year to the Fund by monthly instalments such amount (not exceeding the amount of the said annuity) as is equal to the amount (if any) by which the emoluments of the new

appointment, together with the amount of the said annuity, exceed his average annual pensionable emoluments for his last three years of service under the old appointment.

" (c) If he has received a capital sum under Article 9, paragraph 5, he shall, while holding the new appointment, pay each year to the Fund by monthly instalments such amount (not exceeding the annuity for life which is estimated to correspond to the sum which he has received) as is equal to the amount (if any) by which the emoluments of the new appointment, together with the amount of such annuity, exceed his average annual pensionable emoluments for the last three years of service under the old appointment. The amount of the estimated annuity referred to above shall be determined by using the following formula:

$$\text{Annuity} = \frac{\text{Amount of contributions refunded under Article 9, paragraph 5}}{\text{Commutation rate under Administrative Rule XXIV}}$$

in which the age to be taken in calculating the commutation rate is the age at the end of the first period of service.

" 2. (i) If a former official who is in receipt of an invalidity annuity again enters the service of the League as an official of the Secretariat, the International Labour Office or the Registry of the Permanent Court of International Justice, with a salary borne on the League's budget, the annuity shall be subject to revision in the manner provided in Article 10, last paragraph, even if more than three years have elapsed since it was granted. The annuity may be finally terminated by the Board. If not terminated by the Board, the annuity shall be suspended unless the emoluments of the new appointment are less than the annuity, in which case the difference shall continue to be paid. Pending the Board's decision, no payment in respect of the pension shall be made.

" (ii) At the end of the second appointment, the official, if his invalidity annuity has been terminated and he has not been subject to the present Regulations in respect of that appointment, shall be entitled, as the case may be, to a retiring annuity (of which he may take the present value) or to a capital sum, such annuity or capital sum to be equal to the annuity or capital sum (if any) which he would have received if Article 9 had been applicable on the termination of his first appointment.

" 3. (i) If a widow at the time when she becomes eligible for an annuity under Article 11 (widow's pension) is herself employed as an official of the Secretariat, the International Labour Office or the Registry of the Permanent Court of International Justice, with a salary borne on the League's budget, she shall, during the continuance of the appointment, receive only 25% of the annuity, unless her annual emoluments are less than the annuity, in which case the difference shall continue to be payable in addition to the said 25%. On the termination of her service, she shall receive the said annuity in full or, if she is eligible for benefits under Article 9 or Article 10, she shall choose whether she will henceforth receive the full annuity alone or 50% thereof, together with the said benefits.

" (ii) If a widow having become entitled to an annuity under Article 11 (widow's pension) subsequently enters the League's service as an official of the Secretariat, the International Labour Office or the Registry of the Permanent Court of International Justice, with a salary borne on the League's budget, the provisions of sub-paragraph (i) shall apply.

" (iii) If an official's widow is herself a former official who is in receipt of a retiring annuity or an invalidity annuity or has received the present value of her retiring annuity or a capital sum under Article 9, paragraph 5, she shall receive only so much of the annuity provided for by Article 11 (widow's pension) as amounts to 50% of such annuity, plus the amount (if any) by which the full annuity exceeds the amount of her retiring annuity or invalidity annuity, or, if she has received the present value of her retiring annuity or a capital sum, exceeds the annuity which is estimated to correspond to such payment, the said annuity to be calculated as provided in paragraph 1, sub-paragraph (i) (c), of the present article.

" (iv) If the Administrative Board decides to award an annuity to the widower of a female official, it shall make such annuity tenable on the conditions imposed above in respect of annuities awarded to widows.

" (v) The annuities for the children of officials which are provided for under Article 12 shall always be payable whether the provisions of the present article apply or not.

" 4. For all the purposes of the present article, the emoluments of an official are to be calculated in the manner laid down in Article 6, paragraph (a).

" 5. The payments due from officials in virtue of the present article shall be payable by deduction from their salaries, unless some other method of payment is accepted by the Administrative Board.

" 6. Sub-paragraphs (i) and (ii) of paragraph 3 of the present article shall not apply if the date of the widow's marriage to the official and the date on which she became subject to the present Regulations, or, if she has not become subject thereto, the date of her entry into the service, are both earlier than October 5th, 1937.

" 7. The provisions of the present article shall not apply to cases in which the period for which the former official is re-employed does not exceed three months in any period of twelve months.

" 8. The present article shall not be interpreted as permitting the payment out of the Pensions Fund to a former official or to a widow of more than the total annual payment to which the pensioner would be entitled under the other provisions of these Regulations."

Article 1.

Paragraph 2 of Article 1 of the Regulations is amended to read as follows:

" 2. The present Regulations shall apply to officials appointed before the date fixed in paragraph 1 subject to the provisions of Article 27. Their application to persons who, after having been subject to the Regulations and left the service of the League, again enter the service, is subject to the provisions of Article 19."

VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE
FIFTH COMMITTEE.

I. TRAFFIC IN OPIUM AND OTHER DANGEROUS DRUGS.

I.

The Assembly,

Considering the serious situation existing in the Far East as revealed by the discussions held at the twenty-second session of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs and by additional information furnished to the Fifth Committee;

Considering further that such a situation constitutes a danger, not only to China, but also to the whole world:

Endorses fully the resolution on the subject adopted by the Opium Advisory Committee at its last session, which was approved by the Council;¹

Repeats its previous earnest appeals to the Japanese Government to take effective measures without delay to put an end to the clandestine manufacture and illicit traffic carried on by Japanese subjects in China, and requests the Japanese Government to inform the Opium Advisory Committee of the action which is being taken;

And trusts that the Chinese Government will not relax its efforts in the face of an admittedly difficult situation, and that it will be able to report to the Opium Advisory Committee a progressive improvement in the situation in the regions in China to which neither Japanese nor other foreign influence extends.

II.

The Assembly takes note of the report submitted by the Fifth Committee (document A.66.1937.XI) and adopts its conclusions and the resolutions contained therein.

[Resolutions adopted on October 2nd, 1937 (afternoon).]

2. SOCIAL QUESTIONS.

I.

The Assembly,

Convinced that social welfare work and hence the training of those who take part in this work are becoming increasingly important;

Considering that, in view of the complexity of the problems, both theoretical and practical instruction must be given:

Notes with satisfaction the decision taken by the Advisory Committee on Social Questions to give priority to a study of the training of persons engaged in social work,

¹ Document C.285.M.186.1937.XI (Ser. L.o.N. P. 1937.XI.4), page 9.

which the former Child Welfare Committee had been studying for several years under different aspects;

Recommends the Advisory Committee on Social Questions to continue this study with all the attention which the importance of the subject merits.

II.

The Assembly,

Recalling the resolution of the seventeenth Assembly concerning better co-operation between the Advisory Committee on Social Questions and the organisations dealing with different aspects of social questions;

Considering that no exact division can be drawn between the fields of economics, health and social welfare;

Considering, moreover, that the present system of liaison between the Advisory Committee on Social Questions and other organisations is incomplete because it is unilateral;

Considering that many questions dealt with by various organs of the League, and, in particular, the problems of nutrition, housing, health and rural reconstruction, etc., have important social welfare aspects:

Recommends that the Advisory Committee on Social Questions should examine the possibility of securing technical collaboration of a reciprocal character with other organisations;

Recommends that in future, when such questions are dealt with, either by means of enquiries or conferences or by other methods, active and direct collaboration should be established between the competent organs of the League interested in the various aspects of those questions.

III.

The Assembly,

Noting that the social work accomplished by the League of Nations is not as widely known as its importance merits;

Considering the general agreement on the need for a periodical review of social questions and the valuable assistance which it could give to persons and bodies interested in such questions:

Recommends:

(1) That the publication of a review of social questions should be undertaken;

(2) That the review should be placed under competent editorship and should be made as attractive and interesting as possible;

(3) That, in accordance with the suggestions made by the Advisory Committee on Social Questions, this review should contain, *inter alia*, particulars of the principal laws and administrative measures introduced in various countries; an analysis of material collected by the Information Centre and the Library; an account of the work done by the Advisory Committee and the Assembly at each session; selected bibliographies and reports of congresses, conferences, etc.; an analysis of information received from voluntary associations; articles on subjects discussed by the Advisory Committee and the Assembly;

(4) That the review should be published quarterly in the two official languages and that the Secretary-General should examine the possibility of publishing the bulletin in other languages, especially in Spanish.

IV.

The Assembly,

Having regard to the provisions of Article 23 (c) of the Covenant, by which the League of Nations is entrusted with the general supervision over the execution of agreements with regard to the traffic in women and children;

Noting with satisfaction that the conference of central authorities in Eastern countries, which was convened by the League of Nations and which met at Bandoeng in February 1937, reached unanimous conclusions as to the measures to be taken by Governments in the East to deal with the traffic in women and children;

Having examined the recommendations of the Conference,¹ which are designed to secure closer co-operation between the authorities concerned and to ensure more effective co-ordination of their effort.

Noting, in particular, that the Conference recommended, as the best way of attaining these objects, the creation of a Bureau of the League of Nations in the East to receive and circulate information relating to the traffic in women and generally to promote collaboration between Eastern countries in this field;

Considering that, while it is desirable that a Bureau should be set up for the purposes aforesaid, the details of the scheme require fuller examination:

Asks the Council of the League of Nations to appoint an expert adviser to discuss the matter as soon as possible on the spot with the competent authorities of the Governments interested; and

Recommends that the necessary financial provision for this purpose be included in the budget of 1938.

V.

The Assembly takes note of this report (document A.65.1937.IV) and adopts its resolutions and conclusions.

[Resolutions adopted on October 4th, 1937 (afternoon).]

3. PENAL AND PENITENTIARY QUESTIONS.

The Assembly adopts the report of its Fifth Committee on Penal and Penitentiary Questions (document A.62.1937.IV).

[Resolution adopted on October 2nd, 1937 (afternoon).]

4. INTERNATIONAL RELIEF UNION.

The Assembly,

Having taken cognisance of the report on the activities of the Executive Committee of the International Relief Union for the period January 1st to December 31st, 1936 (document A.15.1937.XII):

Is gratified to note the efforts made to improve the methods of enabling the Union effectively to discharge the functions for which it was established;

Emphasises the value of the technical studies the aim of which is to limit the effects of disasters;

Reiterates the hope that the means of action at the disposal of the International Relief Union will be strengthened by further accessions.

[Resolution adopted on October 2nd, 1937 (afternoon).]

¹ Document C.228.M.164.1937.IV (Ser. L.O.N. P. 1937.IV.4) (see *Official Journal*, May-June 1937, page 418).

VIII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE.

I. MANDATES.

The Assembly,

Having noted the activity of the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission and the Council concerning the application of the principles laid down in Article 22 of the Covenant and in the texts of the mandates:

(a) Renews the expression of confidence in them voted by previous sessions of the Assembly, and pays a tribute to the results they have achieved thanks to a close and frank co-operation which it is essential to maintain;

(b) Expresses its conviction that the problem of Palestine, which is at present before the Council, will be equitably settled, account being taken to the fullest possible extent of all the legitimate interests at stake.

[Resolution adopted on September 30th, 1937 (morning).]

2. WORK OF THE INTERNATIONAL INTELLECTUAL CO-OPERATION ORGANISATION.

1. *General Resolution.*

The Assembly:

Notes with keen satisfaction the development of the International Intellectual Co-operation Organisation during the year 1936/37, which has found its most striking expression in the series of meetings forming the "Intellectual Co-operation Month";

Tenders its most cordial thanks to the Government of the French Republic and the Paris Exhibition Commission for their kindness in arranging for those meetings and the generosity of the material support which they afforded;

Approves the reports submitted to it by the International Committee on Intellectual Co-operation on its nineteenth session (document C.327.M.220.1937.XII) and by the Governing Body of the International Institute for Intellectual Co-operation on its fourteenth session (document C.326.M.219.1937.XII);

Emphasises the importance of the tenth session of the Permanent International Studies Conference and of the International Conference on Higher Education;

Expresses its particular gratification at the success of the second General Conference of National Committees on Intellectual Co-operation, and its satisfaction at the increase in the importance of the functions entrusted to the National Committees within the machinery of the Organisation, and hopes that the Governments of Members of the League and of non-member States will give favourable consideration to the recommendations and resolutions of the Conference, which will be transmitted to them by the Secretary-General.

2. *Declaration on the Teaching of History.*

The Assembly,

Referring to its resolution of October 10th, 1936, concerning the signature of the "Declaration on the Teaching of History",

Having been informed that numerous Governments have accepted the principle of the Declaration:

Approves the addition to that instrument of the final clauses drawn up by the Committee to enable it to be signed by Governments and registered by the Secretariat of the League of Nations, and requests the Secretary-General to transmit it to such quarters as may be necessary in order to obtain the signatures of Members of the League and non-member States.

3. *Fine Arts.*

A. *Protection of National Artistic and Historical Treasures.*

The Assembly:

Agrees that a diplomatic conference shall be held in 1938 to conclude an international convention for the protection of national artistic and historical treasures.

B. *International Regime of Excavations.*

The Assembly,

Considering that our inheritance from the distant past of mankind cannot be effectively brought to light in the absence of a good international understanding;

Referring to the recommendations which it made to Governments on October 10th, 1932;

Being convinced that, although the regime of excavations is essentially the concern of the country in whose territory such excavations are undertaken, and must therefore be primarily governed by its domestic legislation, it is highly important that this principle should be reconciled with the demands of a largely conceived and freely accepted international co-operation;

Being of opinion that the rules drawn up for that purpose by the International Excavations Conference convened at Cairo by the International Museums Office with the generous support of the Egyptian Government are admirably designed to attain that end:

Requests the Secretary-General to transmit the text of the conclusions of the Cairo Conference to the Governments of Members of the League and non-member States for their guidance in legislating on the subject of antiquities and excavations.

4. *Ethnographical and Historical Collection on the Origins of American Civilisation.*

The Assembly,

Referring to the resolution of October 10th, 1936, in which it requested the International Intellectual Co-operation Organisation to consider as soon as possible the scheme for this collection and the conditions in which it should be carried out:

Is of opinion that those conditions, as defined by the International Committee on Intellectual Co-operation at its last session, afford all necessary guarantees;

Approves the Committee's scheme, and sincerely thanks those Governments which, by their contributions, are making it possible to put the scheme into effect.

5. *Exact Sciences.*

The Assembly takes note with satisfaction of the agreement reached between the International Committee on Intellectual Co-operation and the International Council of Scientific Unions for close collaboration between them in the future in the field of scientific research.

6. *Intellectual Rights.*

The Assembly,

Convinced that the conclusion of a universal agreement for the protection of intellectual works is bound to have the happiest influence upon international intellectual relations;

Taking note of the official transmission to the American Governments, by the Pan-American Union, of the two draft World Conventions framed for that purpose respectively by the Montevideo Special Commission and the Joint Committee of Experts of the International Institute of Intellectual Co-operation and the Rome International Institute for the Unification of Private Law;

And having been informed of the Belgian Administration's intention of sending to all Governments a memorandum drawn up in collaboration with the International Institute of Intellectual Co-operation and containing all the material available:

Trusts that circumstances will enable the Belgian Government to convene at the earliest possible date the two conferences contemplated for the revision of the Berne Convention and the framing of a universal charter of authors' rights;

Invites the International Institute of Intellectual Co-operation and the Rome International Institute for the Unification of Private Law to arrange for a further meeting of the Committee of Experts to consider such additional observations as may be received from Governments with regard to the draft Conventions, and to formulate definite proposals regarding the World Conference on the basis of those observations;

And desires already at the present stage to express its opinion that account should be taken in these proposals of the need for increasing the reciprocal influence of civilisations, more especially by appropriate measures governing translation rights.

7. *Draft International Act concerning Intellectual Co-operation.*

The Assembly,

Having considered the joint report submitted to it by the International Committee on Intellectual Co-operation and the Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation on the subject of a draft international Act concerning intellectual co-operation;

Being informed of the opinion of the Council of the League of Nations, dated September 14th, 1937, recognising the importance of these proposals and recommending them to the Assembly's attention;

Noting that those proposals have received support from many quarters in the course of the discussion:

Instructs the Secretary-General of the League of Nations to communicate the text of the draft Act to all Members of the League and non-member States for their observations. The replies will be considered by the Executive Committee of the International Committee on Intellectual Co-operation, which, having made such enquiries and revisions as may be necessary, will report to the Council of the League, and the latter will, if it thinks fit, summon a conference to conclude the Act.

[Resolutions adopted on September 30th, 1937 (morning).]

3. INTERNATIONAL ASSISTANCE TO REFUGEES.

I. *Nansen International Office for Refugees.*

The Assembly:

Notes the report of the Governing Body of the Nansen Office for the year ending June 30th, 1937 (document A.21.1937.XII);

Expresses its satisfaction at the important results achieved by the Office, both in the interests of the refugees and of the countries affording them hospitality;

Thanks M. Michael Hansson, President of the Governing Body of the Office, for the tireless energy which he has displayed in the service of this cause;

Requests the Governments of the States which have not yet acceded to the Convention of October 28th, 1933 (document C.650(1).M.311(1).1933), to consider the possibility of doing so, and the Governments which have ratified this instrument with reservations to consider the possibility of withdrawing them;

Recommends the Governments to accede to the Agreement of June 30th, 1928 (document C.392.M.183.1928);

Notes with satisfaction the reduction in the number of expulsion orders issued against refugees;

Urgently requests Governments not to expel any refugee before he has obtained permission to enter and stay in another country;

Draws the attention of Governments to the urgency of regularising the position of refugees against whom an expulsion order has been issued, and who have been unable to obey this order for lack of an entrance visa into another country;

Requests the Governments which have not yet adopted the Nansen stamp, or which have not made it compulsory, to adopt and generalise the system of the stamp;

Recommends the Governments not to apply the restrictions concerning foreign labour to the refugees, and to take the necessary steps to facilitate their absorption into the economic system of the country of refuge;

Requests the Governments concerned to assist in carrying out the Office's plans in regard to the transfer and settlement of the Armenian refugees in Erivan;

Notes the Office's plan regarding the building of dwellings for the Armenian refugees in Greece;

Draws, in particular, the attention of the Governments to the tragic position of the Russian refugees at Shanghai;

Requests the Governments to take all suitable steps for the absorption of refugees by naturalisation.

II. *Refugees coming from Germany (Jewish and Other).*

The Assembly,

Having noted the High Commissioner's report (document A.17.1937.XII), thanks him for the efforts he has made for the benefit of refugees coming from Germany during the past year;

Instructs him, in agreement with the Secretary-General, to summon, for the beginning of 1938, an inter-Governmental Conference for the adoption of an International Convention for the benefit of refugees coming from Germany;

Approves, as regards the guarantees to be provided by candidates for emigration, the principles of collaboration, laid down in the report, between the Governments and the High Commissioner on the one hand, and the assistance organisations on the other;

Recommends the Governments of the States in which the refugees are at present

resident to take all measures likely to facilitate their emigration (technical training, professional re-adaptation, etc.);

Expresses the hope that the Inter-Governmental Conference will adopt a definition of refugees which will permit of the extension to stateless persons coming from Germany of the provisions of Article I of the Agreement of July 4th, 1936 (document C.362.M.237.1936.XII).

III.

The Assembly,

Whereas, by its resolution of 1929, it decided to wind up the refugees' organisation methodically;

And whereas, in 1930, it entrusted the political and legal protection of refugees to the regular organs of the League of Nations and the humanitarian work to the Nansen Office for a specified period;

And whereas, in 1931, it recommended the adoption of a scheme for the liquidation of the Nansen Office, under which it would be completed by the end of 1938;

And whereas, in 1936, in accordance with the decision of 1931, it instructed the President of that Office to draw up a scheme of liquidation and to make recommendations for the devolution of the tasks undertaken by the Office (document A.11.1937.XII);

And whereas, in 1936, it appointed a League of Nations High Commissioner for Refugees coming from Germany:

Confirms its previous decision instructing the President of the Governing Body of the Nansen Office to arrange for the effective and complete liquidation of the Office;

Notes that the mandate of the High Commissioner for Refugees coming from Germany will come to an end on December 31st, 1938, in accordance with the Assembly's previous decision;

Considering, however, that the problems as a whole arising out of these decisions necessitate a new examination at an early date:

Requests the Council to draw up, or to cause to be drawn up, before the next Assembly a plan for international assistance to refugees.

[Resolutions adopted on October 5th, 1937 (afternoon).]

4. MODERN MEANS OF SPREADING INFORMATION UTILISED IN THE CAUSE OF PEACE.

The Assembly:

Approves the report of the Sixth Committee and the proposals contained therein (document A.68.1937.XII);

Decides, on the proposal of the Fourth Committee, to insert in the budget for the coming year a supplementary credit of 12,000 Swiss francs.

[Resolution adopted on October 2nd, 1937 (afternoon).]

5. MEANS OF SPREADING INFORMATION AT THE SECRETARIAT'S DISPOSAL.

The Assembly takes note of the report of the Sixth Committee (document A.71.1937) and adopts its conclusions.¹

[Resolution adopted on October 2nd, 1937 (afternoon).]

¹ The Fourth Committee, on the suggestion of the Supervisory Commission, while accepting the majority of the proposals contained in the report of the Sixth Committee, made changes with regard to certain of them. These modifications will be found in the third report of the Supervisory Commission to the Assembly (document A.5(b).1937.X, Chapter E, II (10), pages 6 and 7).

IX. RESOLUTION ADOPTED ON A PROPOSAL
OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

COMMISSION OF ENQUIRY FOR EUROPEAN UNION.

The Assembly,

Having consulted its General Committee on the procedure to be followed with regard to the question appearing on the agenda for the session as Item 5(c) (Commission of Enquiry for European Union):

Notes that circumstances have been such that the Commission has been unable to meet since the last session;

Decides, such being the case, to renew the mandate of the Commission of Enquiry for European Union for the coming year and to place the question on the agenda for the next session of the Assembly.

[Resolution adopted on September 30th, 1937 (morning).]

X. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE PROPOSALS OF THE
FAR-EAST ADVISORY COMMITTEE SET UP BY THE ASSEMBLY ON
FEBRUARY 24TH, 1933.¹

SINO-JAPANESE CONFLICT:

I.

The Assembly,

Taking into urgent consideration the question of the aerial bombardment of open towns in China by Japanese aircraft:

Expresses its profound distress at the loss of life caused to innocent civilians, including great numbers of women and children, as a result of such bombardments;

Declares that no excuse can be made for such acts, which have aroused horror and indignation throughout the world;

And solemnly condemns them.

[Resolution adopted on September 28th, 1937 (morning).]

II.

The Assembly:

Adopts as its own the reports submitted to it by its Advisory Committee on the subject of the conflict between China and Japan (documents A.78, A.79 and A.80. 1937.VII).

Approves the proposals contained in the second of the said reports (document A.80.1937.VII) and requests its President to take the necessary action with regard to the proposed meeting of the Members of the League which are Parties to the Nine-Power Treaty signed at Washington on February 6th, 1922;

Expresses its moral support for China, and recommends that Members of the League should refrain from taking any action which might have the effect of weakening China's power of resistance and thus of increasing her difficulties in the present conflict, and should also consider how far they can individually extend aid to China;

Decides to adjourn its present session and to authorise the President to summon a further meeting if the Advisory Committee so requests.

[Resolution adopted on October 6th, 1937 (afternoon).]

¹ See *Official Journal*, Special Supplement No. 112, page 24.

XI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE PROPOSALS OF THE SPECIAL COMMITTEE FOR THE APPLICATION OF THE PRINCIPLES OF THE COVENANT.¹

I.

The Assembly,

In consideration of the Chilian delegation's proposal (document A.42.1937);
Appreciating the fact that it has been inspired by the desire to strengthen the authority of the League of Nations;

In consideration of the opinion expressed by the Special Committee appointed to study the application of the principles of the Covenant;

Whereas it would be eminently desirable for the League of Nations to associate the greatest possible number of States with the application of the principles on which it is based;

Whereas, being anxious to neglect nothing which would promote such a development of international co-operation, the Special Committee would be glad to know the observations and suggestions which the non-member States and the States that have announced their withdrawal from the League might think fit to make in order to assist it in its studies:

Requests the Council to examine the conditions in which such information should be obtained as and when opportunity offers, in order to be placed at the said Committee's disposal.

[Resolution adopted on October 4th, 1937 (afternoon).]

II.

Whereas the covenants of a universal tendency aiming at the pacific settlement of international disputes, by which the States Members and non-members of the League of Nations are mutually bound, such as the Treaty for the Renunciation of War, signed at Paris on August 27th, 1928, and the Treaty of Non-Aggression and Conciliation, signed at Rio de Janeiro on October 10th, 1933, on the initiative of the Argentine Republic, are designed, like the League Covenant, and in accordance with Article 21 thereof, to ensure the maintenance of peace;

And whereas the Inter-American Conference for the Maintenance of Peace, which met at Buenos Aires on December 1st, 1936, on the initiative of President Roosevelt, was actuated by the desire to supplement and strengthen the League's efforts to prevent war;

The Assembly declares that:

In the event of war, or a threat of war, the League of Nations, while not delaying for that purpose its own action in virtue of the Covenant, shall take suitable steps and

¹ These proposals were forwarded to the Assembly by the President, on the suggestion of the General Committee.

shall establish such contacts as may appear to be necessary to associate in its efforts for the maintenance of peace those States which are not members of the League, but are mutually bound by the above-mentioned covenants, the common aim of which is to maintain peace.

[Resolution adopted on October 4th, 1937 (afternoon).]

XII. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL.

The Assembly elected as non-permanent Members of the Council BELGIUM, IRAN and PERU.

[Meetings of September 20th (afternoon) and 28th (morning), 1937.]

THE RECORDS OF THE EIGHTEENTH ASSEMBLY

are at present in preparation. Each volume will be despatched immediately on appearance and the series will be completed before the end of July 1938. Subscriptions may now be placed with the agents for the League publications (see page iv of the cover) or the Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

Subscription rate for the complete series: £2 or \$10, including any further special supplement to the *Official Journal* that may be published between the eighteenth and nineteenth ordinary sessions of the Assembly.

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the sessions of the Council of the League of Nations, the text of the reports and resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual subscription (1937) (includ. index)	£3 15s.	\$18.75, post free.
1920 (all issues)	15s.	3.00
1921 " "	15s.	3.00
1922 " "	£3	12.00
1923 " "	£2 10s.	12.00
1924 " "	£2 10s.	12.00
1925 " "	£2 10s.	12.00
1926 " "	£2 10s.	12.00
1927 " "	£2 10s.	12.00
1928 " "	£2 10s.	12.00
1929-1934 (all issues, including index)	£3	15.00
1935 <i>et seq.</i> (all issues, including index)	£3 15s.	18.75

The prices of the separate numbers vary according to size.

Subscriptions should begin with the January or the July issue.

THE MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of proceedings of all League meetings and provides in general form a regular account of League activities. It is published in separate editions in English, French, German, Italian and Spanish.

<i>Annual Subscription</i> (English edition)	post free	8/-	\$2.00
(French, German, Italian or Spanish edition)		5/-	\$1.25

Subscriptions should begin with the January or the July issue.

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.
AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS.**

AFRIQUE DU SUD (Union de l') — SOUTH AFRICA (Union of)

Maskew Miller, Ltd., 29, Adderley Street, LE CAP.

ALLEMAGNE — GERMANY

Carl Heymanns Verlag, Mauernstrasse 44, BERLIN, W. 8.

ARGENTINE

Libreria « El Ateneo », calle Florida, 371, BUENOS-AYRES.

AUSTRALIE (Commonwealth d') — AUSTRALIA (Commonwealth of)

H. A. Goddard Pty., Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.

AUTRICHE — AUSTRIA

Manz'sche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Kohlmarkt, 20, VIENNE, I.

BELGIQUE — BELGIUM

Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 16-22, rue du Fersil, BRUXELLES.

BOLIVIE — BOLIVIA

Arno Hermanos, Calle Illimani, N° 10-20, LA PAZ.

BRÉSIL — BRAZIL

« Livraria Allemá », Frederico Will, rua da Alfandega, 69, RIO DE JANEIRO.

BULGARIE — BULGARIA

Librairie Française et Etrangère, J. Carasso & C^{ie}, Bd « Tsar Osvoboditel », N° 8, SOFIA.

CANADA

League of Nations Society in Canada, 124, Wellington Street, OTTAWA.

CHILI — CHILE

Carlos Niemeyer, Librería Universal, Cas. 293, VALPARAISO.

CHINE — CHINA

Commercial Press, Ltd., Sales Office, 211, Honan Road, CHANG-HAI.

COLOMBIE — COLOMBIA

Librería Voluntad, S. A., calle Real, 297-301, BOGOTÁ.

CUBA

La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly, 59, LA HAVANE.

DANEMARK — DENMARK

Levin & Munksgaard, Publishers, Nørregade, 6, COPENHAGUE.

DANTZIG (Ville libre de) — DANZIG (Free City of)

Georg Stilke, Buchhandlung, Langgasse, 27, DANTZIG.

EGYPTE — EGYPT

G. M.'s Book Shop, 116, Sharia Emad El Din (Opp. Davies Bryan), LE CAIRE.

EQUATEUR — ECUADOR

Victor Jader, GUAYAGUIL.

ESPAGNE — SPAIN

Librería Bosch, Ronda Universidad, 11, BARCELONE.
Librería Internacional de Romo, Alcalá, 5, MADRID.

ESTONIE — ESTONIA

Akademiiline Kooperatiiv, Ülikooli Täht, 15, TARTU.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES OF AMERICA

Columbia University Press, International Documents Service, 2960, Broadway, NEW-YORK, N.Y.

FINLANDE — FINLAND

Akateminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2, HELSINKI.

FRANCE

Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, PARIS (V^e).

GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE — GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES

George Allen & Unwin, Ltd., 40, Museum Street, LONDRES, W.C. 1.

GRÈCE — GREECE

« Eleftheroudakis », Librairie Internationale, place de la Constitution, ATHÈNES.

GUATÉMALA — GUATEMALA

Goubaud & Cia., Ltda., Sucesor, GUATÉMALA.

HAÏTI — HAITI

Librairie-Papeterie, M^{me} D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

HONGRIE — HUNGARY

Librairie Grill, Deróttya utca, 2, BUDAPEST.

INDE — INDIA

The Book Company, Ltd., College Square, 4/4 A, CALCUTTA.
League of Nations Indian Bureau, "Zainab Manzil", Churchgate Reclamation, BOMBAY.

INDES NÉERLANDAISES — NETHERLANDS INDIES

Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

IRLANDE (Etat libre d') — IRISH FREE STATE

Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, DUBLIN.

ISLANDE — ICELAND

Peter Halldorsson, REYKJAVIK.

ITALIE — ITALY

S. A. Editrice G. C. Sansoni, Viale Mazzini 26, FLORENCE (II4).

JAPON — JAPAN

League of Nations Tokio Office, Marunouchi-C-13, TOKIO.
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 6, Nihonbashi Teri-Nichome, TOKIO.
Mitsukoshi Limited, Surugacho, Nihonbashi, TOKIO.

LETTONIE — LATVIA

Latvijas Telegrāfa Agentūra « Leta », Kr. Baropa iela, 4, RIGA.

LITHUANIE — LITHUANIA

Kooperacijos Bendrovė « Spaudos Fondas », Laisvės Alėja, 62, KAUNAS.

LUXEMBOURG (Grand-Duché de) — LUXEMBURG (Grand-Duché of)

Librairie J. Schummer, place Guillaume, 5, LUXEMBOURG.

MEXIQUE — MEXICO

Central de Publicaciones, S. A. (Antes Agencia Misrahi), Edificio « La Nacional », Avenida Juárez, 4, MEXICO, D. F.

NORVÈGE — NORWAY

Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND

Messrs. Whitcombe & Tombs, Ltd., Booksellers, CHRISTCHURCH.

PALESTINE

Leo Blumstein, Book and Art Shop, 48, Nablath Benjamin Street, P.O.B. 91, TEL-AVIV.
The Palestine Educational Co., Messrs. B. V. & W. A. Said, Jaffa Road 98 & 100, P.O.B. 84, JÉRUSALEM.

PANAMA

Isidro A. Beluche, Apartado, 755, Avenida Norte, N° 49, PANAMA.

PARAGUAY

Librería Internacional Santiago Puigbonet, Casilla de Correo, 581, ASUNCIÓN.

PAYS-BAS — NETHERLANDS

Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout, 9, LA HAYE.

POLOGNE — POLAND

Gebethner & Wolff, ulica Zgoda, 12, VARSOVIE.

PORTUGAL

J. Rodrigues & Cia, Rua Aurea, 186-188, LISBONNE.

ROUMANIE — ROUMANIA

« Cartea Românească », 3-5, Boul. Regele Carol I, BUCAREST, I.

SUÈDE — SWEDEN

C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgaten, 2, STOCKHOLM.

SUISSE — SWITZERLAND

Librairie Payot & C^{ie}, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE, BÂLE.
Hans Raunhardt, Buchhandlung, Kirchgasse 17, ZÜRICH, I.

TCHÉCOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA

Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.

TURQUIE — TURKEY

Librairie Hachette, succursale de Turquie, 469, av. de l'Indépendance, Boite postale 2219, ISTAMBOUL.

VENEZUELA

Librería Alejandro d'Empaire, Traposos a Colón, 36, Apartado postal 274, CARACAS.

YUGOSLAVIE (Royaume de) — YUGOSLAVIA (Kingdom of)

Librairie Geča Kon S. A., 12, rue Knez Mihailova, BELGRADE.
Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, St. Kuzil, Ilica, 30, ZAGREB.
Knjigarna « Schwentner », Presernova ulica, LJUBLJANA.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service des Publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

For other Countries, apply :

Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).